



## **Assemblée générale**

PROVISOIRE

A/41/PV.20  
7 octobre 1986

FRANCAIS

Quarante et unième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA VINGTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,  
le jeudi 2 octobre 1986, à 10 heures

<u>Président</u> :	M. CHOUDHURY	(Bangladesh)
Puis :	M. NGARUKIYINTWALI (Vice-Président)	(Rwanda)
Puis :	M. DATO RAIS YATIM (Vice-Président)	(Malaisie)

Allocution de M. Manuel Pinto da Costa, président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe

Débat général [9] (suite)

### Déclarations de

M. Farah Dirir (Djibouti)  
M. Dugersuren (Mongolie)  
M. Turk (Liban)  
M. Pengiran Bahrin (Brunéi Darussalam)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 25.

ALLOCUTION DE M. MANUEL PINTO DA COSTA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE SAO TOME-ET-PRINCIPE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ce matin, l'Assemblée commencera par entendre une allocution du Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe.

M. Manuel Pinto da Costa, président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, S. Exc. M. Pinto da Costa, et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée.

Le président da COSTA (parle en portugais; texte anglais fourni par la délégation) : Au nom de la République de Sao Tomé-et-Principe, j'exprime le voeu que les travaux de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies soient couronnés de succès.

Nous apportons un message de confiance en l'Organisation des Nations Unies et exprimons la conviction qu'aujourd'hui comme en 1945, l'Organisation symbolise l'aspiration à un monde meilleur de tous les peuples.

Le thème "Les Nations Unies pour un monde meilleur" était le plus pertinent que l'Assemblée puisse choisir pour marquer la commémoration du quarantième anniversaire de l'Organisation. Comme tous les autres anniversaires, cette commémoration a été une occasion exceptionnelle : cette manifestation, compte tenu des délégations de haut niveau qui y ont participé et leur attachement, réaffirmé ici, à la Charte, a été le témoignage irréfutable de l'appui dont jouissent la mission et les décisions des Nations Unies, pour lesquelles il n'y a ni substitut viable ni alternative logique dans le monde contemporain troublé de la communauté des nations que nous représentons ici.

En même temps qu'elle a réaffirmé ses idéaux, l'Assemblée a également enregistré les critiques des Etats Membres portant sur les lacunes constatées dans le fonctionnement de l'Organisation. Bien que la réaffirmation de l'attachement aux idéaux et aux objectifs de sa Charte et les critiques qui lui sont adressées soient également importantes pour la vie de l'Organisation, nous ne leur accordons pas le même poids.

Le président da Costa

La réaffirmation de ses idéaux et de ses objectifs constitue l'élément fondamental le plus pertinent de l'équation, car l'attachement renouvelé aux idéaux des Nations Unies justifie et confère un sens constructif aux critiques qui, elles-mêmes, devraient être comprises comme un désir constant d'améliorer l'Organisation. A notre avis, ces critiques devraient être comprises et acceptées comme découlant du droit qu'a chacun d'entre nous, en tant que parties intéressées, en tant que Membres de l'Organisation car, du fait que les Nations Unies expriment la volonté et les actions collectives des Etats Membres, toute critique est, de ce fait, une autocritique.

L'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 40/237, qui a créé le Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau chargé d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation, a constitué, à notre avis, une mesure positive pour aborder les graves problèmes que présente la crise financière actuelle.

Le président du Costa

Nous sommes d'accord avec ceux qui nous invitent instamment à faire face aux causes fondamentales de la crise et qui ont souligné que le manque de volonté politique déterminée est le principal problème. Cependant, reconnaître une telle réalité ne doit en aucun cas nous empêcher de faire face au problème dans ses manifestations les plus marquées. La crise financière est là, et il faut s'y attaquer maintenant.

Une lecture attentive du rapport présenté par le Groupe d'experts de haut niveau confirme sans aucun doute notre évaluation. Au-delà des intérêts et des intentions dont nous pouvons contester la motivation, au-delà des mesures mal dissimulées qui visent à saper les principes fondamentaux de la Charte, au-delà des propositions dont nous contestons l'efficacité en tant qu'alternative viable à la situation actuelle, il reste un fait indéniable, à savoir que des ajustements, des réformes dans les méthodes employées et les organismes, l'élimination de certaines pratiques et procédures sont indispensables.

Maintenir le statu quo ou limiter la portée et l'efficacité de nombreuses recommandations qui figurent dans le rapport, au nom d'intérêts douteux, reviendrait à ne pas s'acquitter de notre responsabilité collective; cela compromettrait notre volonté de faire des Nations Unies un instrument efficace pour régler les problèmes de notre époque.

On ne saurait juger de notre succès par la majorité que nous obtenons lors de l'adoption de telle résolution ou déclaration, mais plutôt par l'impact et les effets que ces résolutions peuvent avoir sur les événements qui se produisent hors des salles de conférence des Nations Unies.

Aussi, le point de départ obligatoire et le point de référence de nos délibérations devront-ils être l'analyse des effets que ces décisions auront sur ceux qui rendront leur application possible, c'est-à-dire les pays Membres et l'opinion publique internationale.

Nous pensons, par exemple, que la résolution 1514 (XV) a eu l'influence historique que chacun sait, non seulement parce qu'elle correspondait à une aspiration partagée par la grande majorité de l'opinion publique mondiale, mais également parce qu'il existait une volonté politique d'agir afin de mettre un terme au colonialisme.

Cette relation entre nos décisions et la réalité objective est, à notre avis, indispensable.

Le président da Costa

L'Assemblée reconnaîtra cependant avec nous que nombre de résolutions que nous adoptons ici ne respectent pas cette relation; en conséquence, elles ne sont pas appliquées.

La quarantième session a, par exemple, adopté quelque 353 résolutions dans des domaines aussi variés que l'espace extra-atmosphérique et le fond des mers. Je me demande combien de pays ont été en mesure d'analyser ces résolutions ainsi que les documents de référence, et de commencer à appliquer ces mesures.

Talleyrand a dit que tout ce qui est exagéré est insignifiant. Il faut se poser la question de savoir si un nombre aussi important de résolutions atteint les objectifs recherchés. La responsabilité de l'augmentation du nombre des questions inscrites tous les ans à l'ordre du jour des Nations Unies est souvent attribuée, implicitement si ce n'est explicitement, aux Etats Membres qui sont entrés à l'Organisation à la suite du processus de décolonisation.

Nous dirons sur ce point qu'une telle situation résulte de l'exercice légitime des droits de chaque pays. En deuxième lieu, il importe de se rappeler qu'en tant que participants à un système de relations international marqué jusqu'à notre indépendance par des rapports de domination et d'injustice, il est légitime que nous utilisions les mécanismes prévus dans la Charte pour réaliser les objectifs que la Charte propose elle-même.

Nos initiatives en faveur du processus de décolonisation, de la création d'un ordre économique international plus juste et de l'évolution progressive du droit international, pour ne citer que quelques exemples, vont toutes dans ce sens.

Si nous nous répétons souvent, et si beaucoup de résolutions ne sont que des déclarations d'intention, cela ne tient pas à une intention délibérée, mais plutôt au manque de volonté politique de nos partenaires de s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe en vertu de la Charte.

Prenons comme exemple la question de Namibie. Après plus de 10 ans de délibérations et de décisions, l'on aurait pu s'attendre que l'adoption de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité serait la dernière étape du règlement de la question namibienne. A qui devons-nous attribuer la responsabilité de l'adoption des résolutions, et de la tenue de conférences et sessions extraordinaires depuis 1978? Aux Etats Membres qui utilisent tous les moyens pour

Le président da Costa

imposer le respect des décisions des Nations Unies ou à ceux qui ne s'acquittent pas des droits et devoirs consacrés dans la Charte et reconnus par la communauté internationale? Puisqu'il est reconnu qu'aujourd'hui, la course aux armements, en particulier dans le domaine nucléaire, est une menace à l'existence même de l'humanité, et qu'elle détourne des ressources humaines et financières importantes qui sont indispensables pour résoudre les problèmes mondiaux actuels, à qui devons-nous attribuer la responsabilité des très nombreuses résolutions adoptées chaque année par l'Assemblée? A ce sujet, je voudrais faire la suggestion suivante à propos de la majorité qui, dans cette Assemblée, a rendu possible l'adoption de ces résolutions.

La dixième session extraordinaire, consacrée au désarmement, a adopté par consensus un document final contenant une Déclaration et un Programme d'action qui constituent la base d'un désarmement international, visant le désarmement général et complet, sous un contrôle international efficace. Tout en reconnaissant les difficultés et les complexités des négociations ainsi que les préoccupations légitimes des principaux protagonistes de ce processus, la vérité est que la course aux armements se poursuit. Pour exprimer notre déception qui provient de notre constante préoccupation, nous n'avons besoin que de deux résolutions : l'une pour exprimer notre déception et l'autre pour renouveler notre appel aux superpuissances.

Ne participant pas à la course aux armements, nous ne voulons pas non plus participer à une "course aux résolutions". Utilisons plutôt les ressources limitées dont dispose notre Organisation à des fins plus productives, aux fins par exemple d'appuyer les organisations non gouvernementales qui jouent un rôle actif dans la mobilisation de l'opinion publique mondiale, ou d'appuyer les institutions de recherche dans le domaine du désarmement.

Nous attirons délibérément l'attention du représentant sur les problèmes que connaît notre Organisation, et cela pour deux raisons. La première tient à l'importance et à la nature que le débat général devrait avoir, à notre avis, dans le contexte de nos réunions annuelles. Nous comprenons que les déclarations qui sont faites ici ne sont pas une fin en soi, mais plutôt un processus de communication dont le but est de parvenir à la compréhension nécessaire à la recherche d'un consensus et qui soit orienté vers l'action commune.

Le président da Costa

La deuxième raison est basée sur l'idée, acceptée dans la tradition diplomatique, selon laquelle les pays n'ont pas d'amis permanents mais des intérêts permanents. C'est l'intérêt permanent de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe que les Nations Unies puissent réaliser les objectifs qui leur sont confiés par la Charte.

Le président da Costa

Petit pays insulaire dont la plus grande ambition est d'assurer le bien-être et le progrès social de la population et dont la seule aspiration est de partager la destinée commune de la race humaine, nous ne voulons pas être un instrument des politiques d'affrontement entre blocs politico-militaires. Nous n'engagerons pas notre souveraineté et notre dignité dans des marchés de ce genre. Nous ne prenons part à aucune croisade idéologique, quelle qu'elle soit.

Nous estimons que les découvertes et les progrès scientifiques et sociaux acquis dans divers systèmes économiques sur notre planète sont le patrimoine commun de l'humanité et nous réclamons le droit d'adopter librement et indépendamment les diverses contributions qui ont été faites par les systèmes existants et qui sont le plus en harmonie avec notre réalité et les plus propices à la réalisation de nos aspirations.

Isolés géographiquement, conditionnés par un isolement culturel délibéré, condamnés par le système colonial à un régime de monoculture, nous cherchons, dans le cadre de nos relations historiques privilégiées avec les pays de l'Afrique lusophone, ainsi qu'avec les pays de la sous-région de l'Afrique centrale, les contours de notre identité et les complémentarités indispensables à notre développement. Avec les autres pays du monde, nous souhaitons une collaboration ouverte et avantageuse qui apportera une contribution indispensable à l'optimisation de nos ressources et de nos potentialités. En tout état de cause, nos relations s'inspirent du strict respect de la Charte, et des normes du droit international. C'est là la contribution que nous pensons pouvoir apporter à la réalisation des objectifs de la Charte au-delà de notre modeste participation, aux actions et activités que la Charte rend possibles.

Nous ne mentionnerons pas nos sérieuses inquiétudes au sujet des conflits au Sahara occidental, au Timor oriental, en Afghanistan, au Kampuchea, au Moyen-Orient, dans la péninsule de Corée, à Chypre et en Amérique centrale.

Nous y sommes contraints par des impératifs de temps et parce que l'analyse de ces situations a déjà été faite et les solutions possibles déjà formulées. La seule chose qui nous reste à obtenir c'est la volonté politique de les appliquer. De plus, nos positions se manifesteront au cours des votes qui auront lieu à l'occasion de la présente session. Cependant, j'évoquerai brièvement la situation en Afrique australe.

Le président da Costa

Un consensus sans précédent se dégage actuellement dans la communauté internationale sur ce sujet. Après de nombreuses hésitations, de nombreuses tentatives d'esquiver le problème, après des compromis douteux de la part de certains membres de la communauté internationale, aujourd'hui il est indiscutable que des sanctions obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud représentent la seule option pacifique qui permettrait d'imposer au Gouvernement de l'Afrique du Sud le démantèlement du système de l'apartheid et l'obligerait à mettre fin à son occupation illégale de la Namibie, ainsi qu'aux attaques directes et indirectes contre les peuples des Républiques populaires d'Angola, du Mozambique et des autres Etats de première ligne. Cependant, nous reconnaissons que les sanctions dans certains cas auront des effets dévastateurs sur la région et sur la population de l'Afrique du Sud. Néanmoins, loin de représenter une justification pour ceux qui ne souhaiteraient pas prendre ces sanctions, cette prise de conscience devrait encourager la communauté internationale à prendre une position plus globale et plus efficace. La responsabilité ne se limite pas à l'imposition de sanctions. Bien au contraire. Pour être efficaces, il est essentiel que des mesures d'appui aux pays frontaliers soient adoptées simultanément.

Au nom de la communauté internationale, dont les idéaux ont été attaqués, les Etats de première ligne, dans une démonstration de courage et de véritable internationalisme, supporteront les conséquences que les effets des sanctions et la puissance économique de l'Afrique du Sud auront sur leurs économies déjà affaiblies par la crise qui affecte le continent africain.

C'est une obligation pour les pays en développement et pour les pays développés de matérialiser en actions concrètes, en appui coordonné et universel, notre solidarité verbale.

Si le Plan Marshall a représenté pour l'Europe une réponse aux dévastations commises par les nazis, les pays d'Afrique australe ont de même besoin d'un engagement résolu de la part de la communauté internationale. C'est la seule manière de garantir que les sanctions prises seront efficaces et ne seront pas un simple expédient politique purement fortuit.

La coexistence civilisée entre les nations suppose que la force cède le pas aux accords, aux négociations et que les relations entre les nations soit régies par les impératifs de l'ordre juridique international. Si, historiquement,

Le président da Costa

le recours à la force a été un moyen de régler les différends, de contrôler les impulsions agressives ou de conquérir la victoire des idéaux véritables, la naissance de l'Organisation des Nations Unies était destinée à ouvrir une période historique nouvelle caractérisée par le refus de recourir à la force pour la réalisation de certaines politiques. La reconnaissance même du principe du recours à la force en tant qu'instrument de riposte à l'agression était subordonnée à l'épuisement de toutes les mesures pacifiques prévues dans la Charte.

Les structures qui ont été bâties sur les principes, objectifs et articles de la Charte signés en 1945, le développement du droit international qui s'en est suivi, avaient pour but de permettre une coexistence humaine à l'abri de la guerre, dont les effets dévastateurs se sont manifestés durant le dernier conflit mondial et sont encore aujourd'hui le propre de diverses régions du monde.

Est-ce que nous avons tout oublié? Est-ce que nous n'avons rien appris? Aujourd'hui, affirmons que nous n'avons rien oublié, que nous avons effectivement appris quelque chose d'essentiel. Remémorons-nous la déclaration de Woodrow Wilson :

"Aucune nation ne devrait s'efforcer d'étendre sa puissance sur d'autres nations et d'autres peuples; bien au contraire, chaque peuple devrait être libre de déterminer son propre destin, sa propre voie de développement, sans contrainte, à l'abri de toute menace, à l'abri de toute crainte, les petites nations aussi bien que les grandes et les puissantes."

Nous aurons toujours à l'esprit l'idée essentielle exprimée par John Kennedy devant cette assemblée en 1961 :

"L'humanité devra mettre fin à la guerre, ou la guerre mettra fin à l'humanité." (A/PV.1013, par. 40)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je voudrais remercier le Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe pour l'importante déclaration qu'il vient de faire.

M. Manuel Pinto da Costa, président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe, est escorté hors de la salle.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

## DEBAT GENERAL

M. FARAH DIRIR (Djibouti) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai le grand plaisir de vous féliciter très sincèrement à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Votre élection très méritée à ce poste élevé est un hommage rendu à votre grand pays, que d'excellentes relations unissent au mien, ainsi qu'à vos qualités personnelles de diplomate chevronné. Votre savoir immense et votre vaste expérience seront fort précieux pour conduire les débats de la présente session à une issue fructueuse. Soyez assuré que ma délégation se tiendra toujours prête à coopérer activement avec vous dans l'accomplissement des lourdes responsabilités qui vous incombent.

Je voudrais aussi dire, en cette occasion, toute la gratitude et la reconnaissance de ma délégation à votre prédécesseur, l'Ambassadeur d'Espagne, M. de Piniés qui, lorsqu'il a présidé la dernière session de l'Assemblée générale, a fait preuve des qualités et du dévouement propres à un diplomate compétent et expérimenté.

Je tiens également à rendre hommage au Secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, qui déploie des efforts inlassables pour promouvoir les buts et principes qui sont à l'origine même de la création des Nations Unies.\*

Nous sommes venus ici, une fois encore, pour échanger des vues et faire porter notre attention et notre coopération sur des questions importantes, d'ordre national et international, dont la solution revêt une très grande importance pour la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Nous vivons dans un monde où les trois quarts de la population souffrent de difficultés économiques et de déséquilibres sociaux extrêmes. La moitié de cette population est si pauvre et si démunie qu'elle a peu d'espoir de sortir de sa misère. On comprend mieux dès lors pourquoi la majorité écrasante de la population mondiale éprouve tant de difficultés à accepter un ordre mondial, dans lequel les progrès et les réalisations dans les domaines de la science et de la technique moderne ne profitent qu'à quelques-uns et dans lequel l'écart entre nations développées et en développement augmente tant que la paix et la sécurité internationales s'en trouvent menacées.

---

\* M. Ngarukiyintwali (Rwanda), vice-président, assume le présidence.

M. Farah Dirir (Djibouti)

L'an dernier, alors que nous célébrions le quarantième anniversaire des Nations Unies, nous avons adopté comme devise "Les Nations Unies pour un monde meilleur". Nous savions tous alors que pour avoir un monde meilleur, il nous fallait des négociations meilleures. Malheureusement, depuis le commencement des négociations globales en 1979, aucune négociation entre le Nord et le Sud n'a permis de trouver des solutions aux déséquilibres sociaux et économiques qui, à l'heure actuelle, affligent notre planète. De ce fait, la situation économique des pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'est détériorée de façon catastrophique, rendant les communautés du tiers monde très vulnérables aux dangers extrêmes dus à l'homme et aux catastrophes naturelles.

Le sort du continent africain a été débattu dans de nombreuses instances internationales, car l'Afrique est depuis des années victime de crises successives depuis plusieurs décennies. De nombreux pays sont frappés par une sécheresse très grave qui, bien qu'elle ait temporairement diminué, continue de se faire sentir et de causer des dommages incalculables à l'environnement et à l'écologie, et de déclencher une destruction en chaîne irréparable du monde végétal autant qu'animal.

La situation alimentaire précaire, due à de mauvaises récoltes, constitue le phénomène le plus inquiétant pour le continent africain. Ce phénomène a été aggravé par une sécheresse persistente et prolongée qui s'est abattue aussi bien sur le monde végétal qu'animal, frappant gravement les moyens de subsistance de nombreuses populations, condamnant de nombreuses régions de l'Afrique à la faim et à la sous-alimentation chroniques et causant la famine dans d'autres parties.

Face à une crise économique et sociale imminente, le continent africain s'est vu contraint de lancer un programme de développement économique et social à long terme. L'engagement africain, allié à la bonne volonté de la communauté internationale, a poussé l'Assemblée générale à adopter la résolution 40/40, du 2 décembre 1985, portant convocation, du 27 au 31 mai dernier, d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale au niveau ministériel, pour examiner en profondeur la situation économique critique de l'Afrique et concentrer l'attention de la communauté internationale sur cette question.

Nous nous félicitons des efforts louables qui ont été déployés pour que les tentatives destinées à alléger cette situation de crise bénéficient de la bonne volonté et de l'engagement nécessaires de la communauté internationale, grâce à une coopération avec les gouvernements africains sur une base bilatérale et

M. Farah Dirir (Djibouti)

multilatérale, comme cela est envisagé dans le Programme prioritaire pour la reprise économique de l'Afrique, 1986-1990, et dans le Programme d'action pour la reprise et le développement économiques de l'Afrique, 1986-1990. Nous apprécions la volonté de la communauté internationale de contribuer au redressement économique et au programme de développement de l'Afrique, même s'il reste à voir de quel appui bénéficiera ce programme au moment de sa mise en oeuvre.

Le continent africain est doté d'abondantes ressources agricoles, animales, minérales et hydrauliques, ainsi que d'un fort potentiel de mise en valeur des ressources humaines qui, conformément au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos, devraient se voir accorder la plus grande priorité.

Il importe que l'autosuffisance alimentaire du continent africain soit l'un des objectifs prioritaires, afin d'alléger cette crise alimentaire qui ne cesse d'empirer. Les secteurs agricole et industriel devraient être développés de façon intégrée et s'accompagner du développement et de l'amélioration d'un système de transport et de communication approprié. Il est nécessaire que l'on procède à des investissements importants et sérieux dans différentes institutions de formation de la main-d'oeuvre, ainsi que dans le domaine des ressources énergétiques et du développement matériel, si l'on veut accroître les chances d'améliorer les services sociaux en matière d'éducation, de santé, d'hygiène, de logement et d'emploi. Il va sans dire que les pays africains ont besoin de promouvoir la coopération interrégionale dans tous les domaines jugés nécessaires à leur survie économique, sociale et politique.

Les pays de l'Afrique de l'Est, Djibouti, l'Ethiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan et l'Ouganda, en réaffirmant leur désir commun d'associer leurs efforts pour faire face aux conséquences dangereuses de la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles connexes ont, conformément aux dispositions de la résolution 35/90 de l'Assemblée générale et d'autres résolutions pertinentes adoptées par la suite, créé l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement (AIGSD) et adopté un plan d'action destiné à promouvoir les programmes et les projets spécifiques qu'exige le renforcement des capacités nationales et régionales de ces pays pour combattre les conséquences de la sécheresse et promouvoir le développement économique et social. Les arrangements nécessaires sont déjà en place pour que l'Autorité s'acquitte de ses responsabilités, en coordonnant et en appuyant les efforts des pays de l'AIGSD pour combattre les conséquences de la sécheresse et traiter des problèmes de redressement et de réhabilitation à moyen et à long terme.

M. Farah Dirir (Djibouti)

S'attaquer à une sécheresse périodique et à ses manifestations constitue un défi redoutable auquel on ne peut faire facilement face sans élaborer les programmes de redressement et de réhabilitation appropriés. Le succès de ces programmes ne peut être garanti sans le plein appui de la communauté internationale aux pays de l'AIGSD, afin qu'ils puissent s'acquitter efficacement de la difficile tâche de résoudre les problèmes de la sécheresse dans la région.

M. Farah Dirir (Djibouti)

C'est pour cette raison que les pays membres de l'IGADD réitèrent leur appel à la communauté internationale, lui demandent tout son appui et invitent les pays donateurs à une conférence qui aura lieu en mars prochain, à Djibouti.

A cette occasion, je tiens à exprimer notre gratitude sincère à tous les Etats Membres, institutions et organisations qui sont venus en aide aux pays membres de l'IGADD dans les efforts qu'ils font pour établir l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et le développement.

Les nations de la Corne de l'Afrique ont toujours attaché une grande importance au développement d'une coopération régionale active entre eux. Nous estimons que l'établissement et le maintien d'institutions et d'organisations intergouvernementales aidera à créer des conditions propices à la tolérance, la compréhension mutuelle et le bon voisinage, permettant ainsi le développement d'une coopération réelle en vue d'améliorer les échanges culturels, commerciaux et du tourisme. Nous croyons aussi qu'une telle coopération aidera à créer un climat de confiance mutuelle, dans le respect des différences qui existent entre les uns et les autres en vue d'une meilleure compréhension, pour le bien des peuples de toute la région.

La République de Djibouti est située dans l'une des régions les plus arides du monde et la rareté et l'irrégularité des pluies empêchent tout développement agricole réel. Bien qu'il soit possible d'exploiter les eaux souterraines, cela exige des ressources financières et des connaissances techniques considérables. Bien que l'autosuffisance alimentaire soit un but souhaitable, les conditions climatiques et la tradition non agricole des habitants sont les principaux obstacles au développement agricole.

L'élevage était le principal moyen de subsistance de la population avant le développement des centres urbains. Cependant, l'utilisation excessive des terres de pâturage et les sécheresses répétées ont changé l'écologie de telle sorte que l'élevage n'est plus un moyen de subsistance viable. En conséquence, la population rurale dépend de plus en plus des centres urbains pour subvenir à ses besoins.

Du fait de ces obstacles à la production agricole et au développement de l'élevage, Djibouti est un importateur net de presque toutes les denrées alimentaires nécessaires à la consommation locale.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Dans le secteur industriel, le pays manque de matières premières et l'énergie électrique est trop coûteuse pour être considérée comme une source d'énergie au service de l'industrialisation. Le développement de sources d'énergie nouvelles et renouvelables pourrait servir de base à un développement industriel réel. A ce propos, nous avons accordé la priorité à l'exploitation de l'énergie géothermique qui existerait en quantité suffisante pour satisfaire en grande partie les besoins en énergie du pays. Mais l'exploitation de l'énergie géothermique exige une technologie, un investissement en capitaux et une main-d'oeuvre professionnelle qualifiée.

En l'occurrence, il serait tout à fait approprié d'accorder la priorité au développement et à l'expansion du secteur tertiaire, qui représente la base de l'économie du pays. Mais, pour cela, il faut des ajustements structurels, de la formation professionnelle et l'amélioration de la qualité des services, ce qui à son tour dépend des ressources financières dont Djibouti ne dispose pas.

A l'heure actuelle, notre pays doit faire face à des difficultés économiques et financières qui sont le résultat de facteurs négatifs multiples, tels que la dette extérieure, l'inflation, le chômage, les effets de la dernière sécheresse et la présence d'un nombre considérable de réfugiés venant des zones voisines.

La question de Palestine et sa conséquence directe, la situation au Moyen-Orient, est depuis 40 ans au centre des préoccupations de la communauté internationale en tant que danger potentiel à la paix et à la sécurité internationales. Aussi longtemps que les agresseurs sionistes continueront d'occuper les terres palestiniennes et autres terres arabes et persisteront à frustrer les Palestiniens de leurs droits, au mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies et des principes du droit international, le Moyen-Orient restera une poudrière prête à exploser à n'importe quel moment, avec les conséquences incalculables que cela pourrait avoir pour la paix et la sécurité internationales. Toutes les tentatives des Nations Unies visant à trouver une solution juste et durable à ce problème ont été déjouées par les expansionnistes sionistes, qui ne voyaient dans le plan de partage des Nations Unies portant création d'un Etat arabe palestinien et d'un Etat juif, qu'une tête de pont servant de base à leurs agressions expansionnistes.

Comme les événements l'ont démontré par la suite, la politique déclarée d'Israël est devenue non seulement la non-reconnaissance des droits nationaux des

M. Farah Dirir (Djibouti)

Palestiniens, mais également de l'existence des Palestiniens en tant que peuple, dans le dessein de les éloigner des terres sur lesquelles ils vivaient depuis des temps immémoriaux. La déclaration de l'indépendance d'Israël a signifié, dans le même temps, une déclaration de guerre contre le peuple arabe palestinien. La motivation politique du massacre de sang-froid de la population civile, y compris des femmes et des enfants, à Deir Yassin, perpétré par les bandes sionistes, était de terroriser les habitants et de les forcer, pris de panique, à s'enfuir de leur pays. Ces dangereux événements ont eu pour résultat des conflits armés qui ont plongé cinq fois la région dans des guerres sanglantes et dévastatrices, chaque fois menaçant la paix et la sécurité internationales.

L'occupation continue des territoires palestiniens et autres territoires arabes par Israël et l'oppression et la répression simultanée des habitants par des autorités d'occupation, dans leur dessein d'accélérer le processus de colonisation et de judaïsation, sont devenues une stratégie expansionniste destinée à forcer les habitants arabes à s'exiler de façon à laisser la place aux émigrants juifs venant de tous les coins du monde.

Le peuple palestinien souffre depuis trop longtemps. A moins que les Nations Unies, qui ont une responsabilité directe en la matière, ne s'occupent d'urgence de leur sort, les hostilités ne cesseront d'augmenter et aboutiront à une conflagration mondiale. Les actes sporadiques de violence ne pourront être éliminés que si la communauté internationale s'attaque résolument aux causes fondamentales qui ne sont rien d'autre que le déni des droits inaliénables du peuple palestinien et la politique expansionniste des sionistes. Etant donné que l'année 1986 a été déclarée Année internationale de la paix, en vertu d'une décision des Nations Unies, il serait approprié que l'ONU prenne des mesures décisives sur la question de la Palestine, qui demeure une menace constante à la paix et à la sécurité internationales. Les Etats Membres des Nations Unies ont déjà exprimé leur désir collectif, dans la résolution 38/58 C de l'Assemblée générale, de convoquer une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient, sous les auspices des Nations Unies. Toute initiative de paix doit reposer sur une solution juste, durable et globale du problème du Moyen-Orient, qui assurerait le retrait complet et inconditionnel d'Israël des territoires palestiniens et des territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, et qui permettrait aux

M. Farah Dirir (Djibouti)

peuples, sous la direction de l'Organisation de libération de la Palestine, d'exercer ses droits inaliénables, y compris le droit de retour, et le droit à l'autodétermination, à l'indépendance nationale et à l'établissement de son Etat souverain, la Palestine.

A ce propos, le plan de paix arabe, adopté à l'unanimité au douzième Sommet des pays arabes, tenu à Fès, en novembre 1981 et septembre 1982, et entériné par la Conférence au sommet extraordinaire des Etats arabes tenue à Casablanca en août 1985, constitue un jalon sur la voie menant à une solution d'ensemble juste et durable de la question du Moyen-Orient.

La continuation de l'occupation du Sud-Liban par Israël, au mépris de la résolution 509 (1982), suscite des conflits sectaires qui déstabilisent le pays, empêche le processus d'unité nationale et de reconstruction du Liban. Nous invitons les Nations Unies à s'acquitter de leur responsabilité en obtenant le retrait total d'Israël du territoire libanais.

La lutte intense de la majorité noire d'Afrique du Sud pour se débarrasser de l'apartheid a pris des proportions critiques et exige une attention particulière de la part de la communauté internationale.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud a condamné la majorité noire d'Afrique du Sud à la situation la plus abjecte de ségrégation raciale, de racisme et de discrimination raciale; il l'a confinée dans des "réserves d'autochtones" dégradantes, les prétendus bantoustans, qui sont devenus un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché destinée à servir les politiques d'exploitation et de répression dans l'intérêt du régime d'apartheid et de ses alliés étrangers.

En outre, le régime sud-africain a créé un climat d'hostilité qui a causé la déstabilisation politique et économique dans la région australe et rend les Etats voisins souverains de première ligne vulnérables aux attaques de l'Afrique du Sud et aux actes d'agression non provoqués de ce pays contre leur intégrité territoriale pour les empêcher d'apporter un appui moral et matériel à la lutte de libération des peuples sud-africain et namibien.

Il est immoral et inhumain de laisser stagner la question sud-africaine, alors que les atrocités perpétrées par l'Afrique du Sud continuent de désintégrer et de détruire la trame même de la société sud-africaine noire, en violation flagrante de la légalité internationale et de la tolérance humaine, simplement parce que le régime sud-africain refuse de négocier avec les parties concernées et intéressées.

Nous croyons que le régime raciste de l'Afrique du Sud ne renoncera pas à ses pratiques d'apartheid contre la majorité africaine noire et ne coexistera pas pacifiquement avec les Etats voisins et souverains, à moins qu'on ne le force à ployer sous des pressions internationales vraiment concertées, de la part de toutes les nations développées et en développement, sans exception.

Nous engageons vivement la communauté internationale éprise de paix à considérer sérieusement sous tous leurs aspects des sanctions socio-économiques et militaires, y compris l'application globale et effective de l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud pour l'empêcher en particulier d'acquérir une capacité nucléaire. De plus, nous engageons vivement la communauté internationale à exercer des pressions sur l'Afrique du Sud pour obtenir la mise en liberté immédiate de Nelson Mandela et d'autres prisonniers politiques.

La majorité noire d'Afrique du Sud mérite tout l'appui moral et matériel que la communauté internationale peut généreusement lui apporter pour garantir le succès de sa cause légitime. De même, les Etats de première ligne devraient être appuyés dans les efforts qu'ils font pour se défendre contre les attaques et les actes d'agression perpétrés par les forces armées de l'Afrique du Sud.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Tous les efforts internationaux susceptibles d'affaiblir la machine de répression du régime de l'apartheid devraient être accueillis favorablement par les nations éprises de paix de la communauté internationale. A ce sujet, nous appuyons les propositions louables faites à la deuxième Conférence de Paris sur les sanctions contre l'Afrique du Sud, en vue d'intensifier les efforts tentés pour abolir l'apartheid en imposant des sanctions obligatoires globales contre l'Afrique du Sud.

Le monde s'impatiente devant le refus de l'Afrique du Sud de mettre fin à son occupation illégale de la Namibie, depuis que son mandat sur ce territoire a été révoqué en vertu de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale des Nations Unies d'octobre 1966, qui plaçait le territoire sous la responsabilité directe des Nations Unies. Par la suite, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 264 (1969) de mars 1969, a déclaré illégale l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud et a demandé au régime de ce pays de se retirer immédiatement du territoire namibien.

Faisant fi de tous les appels de la communauté internationale et refusant de mettre fin à son occupation illégale du territoire namibien, le régime de Pretoria a intensifié ses pratiques d'apartheid en intensifiant la répression militaire et policière dans le but d'asservir le peuple namibien et d'affaiblir l'opposition au pillage et au gaspillage des vastes ressources naturelles et minérales du territoire.

Les empiètements des forces de l'apartheid ne se sont pas limités aux territoires namibien et sud-africain, mais ont dépassé leurs frontières. Le régime sud-africain utilise le territoire namibien pour mener une guerre d'intimidation contre les Etats voisins de première ligne, afin de les déstabiliser, d'y semer le trouble et de les empêcher d'appuyer le courageux peuple de Namibie. Il est grand temps que la communauté internationale dénonce ces actes d'agression de l'Afrique du Sud et porte aux Etats de première ligne un appui matériel, moral et financier suffisant pour qu'ils puissent se défendre contre les attaques renouvelées du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud.

Le peuple namibien, qui a toujours combattu la colonisation au prix de lourds sacrifices, continuera de s'opposer à l'exploitation de ses terres et à l'épuisement rapide de ses ressources naturelles et minérales par l'Afrique du Sud et d'autres intérêts économiques étrangers, en violation des résolutions pertinentes des Nations Unies et du décret No 1 concernant la protection des ressources naturelles de Namibie.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Nous sommes convaincus que le courageux peuple de Namibie, sous la sage direction de la SWAPO, son seul représentant authentique, continuera à intensifier sa lutte légitime pour l'autodétermination et l'indépendance totale. Nous félicitons la SWAPO de sa patience et de son désir de signer un accord de cessez-le-feu avec le régime sud-africain, dans le contexte de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, sans délai ni condition préalable. Nous estimons que la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité est la seule base véritable d'une solution susceptible de mener à l'indépendance pacifique de la Namibie.

A ce propos, nous appuyons la Déclaration de la Conférence pour l'indépendance immédiate de la Namibie, tenue à Vienne en Autriche, en juillet 1986, et le Programme d'action qu'elle a adopté dans le but de mobiliser plus encore l'appui de la communauté internationale à l'application immédiate et inconditionnelle de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité des Nations Unies. Tout autre plan ou toute autre stratégie s'écartant du plan des Nations Unies ne ferait qu'exacerber l'intransigeance de l'Afrique du Sud et l'encourager à retarder la liberté et l'indépendance du territoire namibien.

La communauté internationale doit faire tous les efforts possibles pour apporter au peuple namibien l'assistance morale, financière et matérielle dont il a besoin pour contrer les actes d'agression de l'Afrique du Sud et mener sa lutte pour la liberté et l'indépendance véritable, sous la sage direction de la SWAPO, son seul représentant authentique.

Il est vraiment décourageant de constater qu'une fois de plus nous devons nous occuper de la guerre fratricide entre l'Iran et l'Iraq, qui ravage la région du Golfe depuis six ans. En dépit des efforts inlassables du Secrétaire général des Nations Unies, de l'Organisation de la Conférence islamique et du Mouvement des non-alignés, le conflit continue de faire rage avec une intensité soutenue, semant la destruction dans les infrastructures économiques dont les deux pays ont tant besoin pour assurer leur progrès économique et social. Ce conflit prélève également un lourd tribut parmi la population civile, particulièrement au stade actuel d'escalade des hostilités.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Nous voudrions également nous féliciter des efforts constructifs des Etats membres du Conseil de coopération économique des pays du Golfe pour mettre fin à ce conflit sanglant et destructeur, qui non seulement épuise les ressources humaines et naturelles des pays en cause, mais menace également la paix et la sécurité internationales. Dans les circonstances actuelles, la seule chose que puissent faire les parties en cause est de commencer le dialogue sans plus de retard pour résoudre leurs divergences de manière pacifique. A ce propos, nous appuyons de tout coeur l'initiative sage et constructive du Gouvernement de l'Iraq en vue de faire cesser ce carnage et ces destructions insensés et son intention de négocier pacifiquement pour arriver au règlement de la crise.

Nous espérons que le Secrétaire général des Nations Unies, le Mouvement des non-alignés et l'Organisation de la Conférence islamique persévéreront dans leurs efforts pour mettre fin au conflit et rétablir la paix dans la région.

La question du Tchad est restée sans solution depuis bien des années, et le rétablissement de la paix dans ce pays pendant cette période a défié toutes les solutions éventuelles; pendant ce temps, une guerre fratricide lamentable continue de ravager ses ressources humaines et matérielles. Nous regrettons que les louables efforts de médiation de plusieurs chefs d'Etat africains pour aboutir à la / réconciliation et à la paix aient échoué.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Nous prions instamment les organes compétents de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de poursuivre leurs louables efforts en vue d'explorer toutes les voies possibles pour accélérer le processus de négociations pacifiques pouvant aboutir à la réconciliation nationale qui conduirait à une solution politique durable dans le sens de l'unification du Tchad.

En ce qui concerne le conflit au Sahara occidental, nous réaffirmons notre position d'appui au peuple sahraoui dans l'exercice de son droit à l'autodétermination. A cet égard, nous réitérons notre appui au consensus atteint au sein de l'OUA à propos de la tenue d'un référendum permettant au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément à l'esprit et aux résolutions de l'OUA.

Depuis maintenant sept ans, l'Afghanistan, pays en développement pacifique et non aligné, a été victime de l'intervention étrangère, en violation des buts et des principes de la Charte des Nations Unies et de l'obligation qui est faite à tous les Etats de s'abstenir, dans les relations internationales, de la menace ou du recours à la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat. En dépit des appels persistants de la communauté internationale exigeant le retrait des forces étrangères du sol de l'Afghanistan, le peuple afghan continue de souffrir de la brutalité de l'occupation étrangère.

Il appartient par conséquent à la communauté internationale de tout faire pour mettre un terme aux souffrances continues et sérieuses du peuple afghan et pour alléger le fardeau socio-économique des pays voisins, où des millions de gens ont cherché refuge. Nous exprimons notre reconnaissance et notre appui au Secrétaire général pour les efforts soutenus qu'il a déployés et les mesures constructives qu'il a prises dans sa recherche d'une solution pacifique au problème afghan. La situation exige que l'on arrive de toute urgence à une solution politique devant permettre au peuple afghan d'exercer pleinement son droit à la souveraineté en établissant le système social, politique et économique de son choix, conformément aux aspirations de la nation.

Voici maintenant huit ans que le peuple kampuchéen est victime de l'intervention militaire étrangère. Les appels persistants de l'écrasante majorité de la communauté internationale en vue du retrait des troupes étrangères du Kampuchea n'ont jusqu'ici pas été entendus. Nous réaffirmons une fois de plus que la seule manière de mettre fin aux souffrances du peuple kampuchéen est d'assurer

M. Farah Dirir (Djibouti)

l'évacuation des forces étrangères du pays, le rétablissement et la préservation de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays et de permettre au peuple kampuchéen de choisir librement le système de gouvernement qu'il souhaite établir.

La situation que l'on observe dans la péninsule coréenne depuis le début des années 50 est lourde de tensions. Nous croyons que la meilleure manière de favoriser une amélioration des relations entre la Corée du Nord et la Corée du Sud est de créer les conditions nécessaires qui permettraient aux Coréens eux-mêmes d'entreprendre un dialogue constructif afin de résoudre leurs différends. Un règlement durable ne sera possible que si les Coréens eux-mêmes peuvent établir entre eux un climat de confiance mutuelle sans aucune ingérence de l'extérieur.

La communauté internationale n'aurait pu choisir de meilleur endroit que cette auguste Assemblée pour procéder à des échanges de vues sur des sujets d'une importance aussi vitale pour sa survie.

Dans cette Assemblée qui nous unit, nous ne pouvons chasser de nos esprits le sombre tableau d'un monde déchiré par d'innombrables guerres civiles, des affrontements, des conflits et le déplacement massif de populations à cause de la détérioration de la situation socio-économique du tiers monde, aggravée par le chaos de l'économie mondiale, des catastrophes naturelles impitoyables et toutes les incertitudes des relations économiques internationales. L'appel incessant à l'aide des centaines de millions de personnes souffrant dans une misère sordide, dans la faim et une pauvreté abjecte; les dizaines de millions de réfugiés et de personnes déplacées sans foyer et les souffrances humaines intolérables dans le monde entier viennent encore noircir les sombres images qui peuplent sans cesse nos pensées quotidiennes.

En dépit de tout cela, notre grande foi dans la solidarité humaine en temps de crise nous a appris à croire que l'esprit de coopération et de compréhension véritables entre les nations du monde l'emportera sur les craintes et les soupçons nés d'une persistante infortune.

Nous sommes convaincus que notre besoin de vivre ensemble dans un environnement pacifique et sûr l'emportera, nous permettra de sortir de l'impasse dans laquelle est engagé le dialogue mondial et nous conduira à une existence meilleure. Notre sagesse et notre profonde perspicacité mises au service de la sauvegarde de nos relations interdépendantes nous guideront de façon pragmatique dans nos entreprises en vue d'améliorer le bien-être de notre monde, conformément aux buts et aux principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

M. DUGERSUREN (Mongolie) (interprétation du russe) : La délégation de Mongolie souhaite se joindre aux orateurs qui l'ont précédée pour adresser ses plus chaleureuses félicitations au Président de l'Assemblée à l'occasion de son élection unanime au poste élevé de président de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Nous formons le voeu que sa riche expérience diplomatique, sa compétence et son sens élevé du devoir permettront à cette session d'être couronnée de succès.

C'est également un plaisir pour moi, au nom du Gouvernement et du peuple de la République populaire de Mongolie, d'adresser nos chaleureuses salutations au Secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, et de lui souhaiter plein succès dans ses entreprises.

L'actuelle session de l'Assemblée générale des Nations Unies revêt une particulière importance. Elle se déroule au cours de l'année qui a été proclamée, avec notre accord à tous, Année internationale de la paix. Cette importante décision traduit l'inquiétude croissante de la communauté mondiale devant la complexité de la situation internationale actuelle et sa résolution de déployer tous les efforts nécessaires pour empêcher une nouvelle aggravation de la situation et arrêter l'escalade de la menace nucléaire.

Prévenir une guerre nucléaire et protéger la paix n'est pas une tâche facile, mais c'est une tâche réalisable. La situation actuelle dans le monde exige que l'on s'affranchisse des vieux stéréotypes tels que la doctrine de la "dissuasion". Ils ont vécu. Il est essentiel de prendre sans plus tarder des mesures efficaces et concrètes pouvant conduire à un tournant radical, c'est-à-dire à l'abandon de la rivalité nucléaire au profit d'un monde dénucléarisé, l'abandon de la confrontation au profit de la coopération, l'abandon de la course aux armements au profit du désarmement.

Quelle est la pierre d'achoppement qui empêche la réalisation d'une mutation dans les relations internationales aussi vitale pour l'humanité?

La cause fondamentale en est principalement la politique et les actions pratiques des milieux les plus agressifs de l'impérialisme, avant tout du complexe militaro-industriel des Etats-Unis d'Amérique. Ils s'efforcent de parvenir à une suprématie militaire et stratégique et à la réalisation de leurs objectifs néo-globalistes, par le moyen du chantage, des sanctions et du terrorisme d'Etat, y compris par l'intervention armée contre des pays et des peuples qui refusent de se plier à leur diktat.

M. Dugersuren (Mongolie)

Toute attitude militariste et revancharde vis-à-vis de problèmes aussi fondamentaux aujourd'hui que la question de la guerre et de la paix et le droit des peuples de décider librement de leur propre avenir est lourde de conséquences funestes pour l'humanité dans son ensemble.

A cette politique impériale s'oppose un potentiel de plus en plus important en faveur de la paix, qui comprend la communauté socialiste mondiale, le Mouvement des pays non alignés et d'autres Etats épris de paix, les mouvements anti-militaristes et anti-nucléaires et l'ensemble des forces de bon sens. L'année 1986 est caractérisée par des efforts dynamiques et des initiatives nouvelles en vue de prévenir la guerre nucléaire, de mettre fin à la course aux armements et d'assainir la situation internationale.

La proposition présentée pour examen à l'Assemblée générale par les pays socialistes sur la question d'un système global de sécurité internationale est la façon la plus rationnelle de parvenir à la paix universelle. Elle vise à jeter les fondements d'une sécurité collective dans les domaines militaire, politique, économique, social et humanitaire. Le moyen de parvenir à la réalisation de la composante essentielle de ce système est exposé dans le programme pratique présenté par l'Union soviétique, programme qui vise à délivrer l'humanité des armes nucléaires et autres types d'armes de destruction massive d'ici à la fin du siècle. Ce programme a été complété par l'Appel de Budapest lancé par les pays membres du Pacte de Varsovie, adressé aux pays membres de l'OTAN ainsi qu'à tous les autres pays européens. Il prévoit un large éventail de mesures pratiques pour la réduction des forces armées et des armements classiques en Europe, ce qui est également important au plan mondial.

La déclaration du 23 avril dernier du Gouvernement soviétique et le discours du Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. M. S. Gorbatchev, à Vladivostok, mettent en exergue une série de mesures pratiques destinées à améliorer la situation internationale en Asie et dans le Pacifique, à renforcer la confiance mutuelle et à développer des relations de bon voisinage et de coopération entre les pays de la région. Il convient également de rappeler que lors de la précédente session de l'Assemblée générale, les pays socialistes avaient présenté une proposition détaillée visant à garantir la sécurité économique internationale.

M. Dugersuren (Mongolie)

Aussi, cette nouvelle initiative des pays socialistes est-elle basée sur l'acquis solide que représentent les propositions qu'ils ont faites précédemment sur la réduction de la menace nucléaire et de l'affrontement militaire, le renforcement de la détente et de la coexistence pacifique sur la base d'actives relations de coopération entre Etats.

Le système global de sécurité internationale suppose que la sécurité collective de toutes les nations soit assurée sur une base réciproque et équitable. Les auteurs sont partis du principe selon lequel la sécurité d'un Etat ou d'un groupe d'Etats ne saurait être assurée au détriment de celle d'autrui.

Cette initiative des pays socialistes va dans le sens d'un renforcement des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives au système de sécurité collective. Elle vise à mettre en pratique ces dispositions compte tenu des réalités nucléaires et spatiales de notre époque.

La République populaire de Mongolie s'est portée coauteur de cette nouvelle initiative. En mai dernier, lors du XIXe Congrès du Parti populaire et révolutionnaire mongol, le camarade Jambyn Batmunkh, secrétaire général du Comité central du Parti et chef du gouvernement, a souligné que "le système global de sécurité internationale vise à faire de la coexistence pacifique le principe universel cardinal des relations interétatiques". Lorsque nous nous sommes portés coauteurs, nous avons également à l'esprit les dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples à vivre dans la paix (39/11), qui dispose que chaque Etat doit prendre les mesures pratiques de nature à assurer le respect de ce droit fondamental des peuples.

La délégation de la République populaire de Mongolie invite tous les Etats Membres de l'ONU à examiner de la façon la plus attentive les idées qui sont exprimées dans cette nouvelle proposition des pays socialistes et à contribuer à leur mise en pratique.

La délégation mongole note avec satisfaction que l'esprit et la lettre de la déclaration d'Harare adoptée lors de la huitième Conférence au sommet des pays non alignés est à de nombreux égards en conformité avec les objectifs de la proposition des pays socialistes.

Je voudrais ici reprendre dans le rapport du Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, une idée qui est en conformité avec les nôtres :

M. Dugersuren (Mongolie)

"... Pourtant, dans un monde où il est à peu près certain que les destinées de tous les pays seront de plus en plus étroitement liées les unes aux autres, rien ne pourra remplacer un mécanisme multilatéral efficace pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales et s'attaquer collectivement aux problèmes mondiaux." (A/41/1, p. 3)

Toute mesure concrète permettant de se rapprocher de l'objectif de la sécurité universelle revêt une immense importance.

La République populaire de Mongolie, à l'instar de l'écrasante majorité des Etats, accorde une grande valeur au moratoire unilatéral sur tous les essais nucléaires proclamé voilà plus d'un an par l'Union soviétique et qui a été prorogé jusqu'au début de l'année prochaine, moratoire qui a été largement salué dans le monde. S'il pouvait devenir mutuel et multilatéral, ce serait alors un solide rempart contre tout nouveau perfectionnement qualitatif des armes nucléaires. Ma délégation invite tous les autres Etats dotés d'armes nucléaires, et en tout premier lieu les Etats-Unis, à se rallier au moratoire et à commencer d'élaborer un accord sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Elle se félicite que l'Union soviétique, à la présente session, se soit à nouveau déclarée prête à signer un accord dans ce sens à tout moment.

La République populaire de Mongolie apprécie hautement les efforts faits par l'Argentine, la Grèce, l'Inde, le Mexique, la Tanzanie et la Suède, qui ont débouché sur des propositions pratiques pour contribuer à l'interdiction des essais nucléaires et à l'adoption d'autres mesures visant à arrêter la course aux armements nucléaires.

Suivant l'exemple de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la Chine, l'engagement par toutes les puissances dotées d'armes nucléaires de ne pas utiliser en premier l'arme nucléaire serait une mesure tangible qui contribuerait à prévenir le déclenchement d'une guerre nucléaire. Une telle mesure contribuerait assurément à améliorer le climat de confiance entre les Etats et à renforcer également la sécurité des Etats non dotés d'armes nucléaires.

La République populaire de Mongolie appuie toutes les propositions et mesures concrètes qui permettraient de créer des couloirs et des zones exempts d'armes nucléaires en Europe, en Asie et dans d'autres régions; elle y verrait des mesures importantes contribuant à la réalisation des objectifs en matière de désarmement nucléaire.

M. Dugersuren (Mongolie)

Tout en se félicitant des progrès qui ont été enregistrés lors des pourparlers sur la question de l'interdiction des armes chimiques à la Conférence du désarmement, ma délégation voudrait tout particulièrement souligner la nécessité de parvenir rapidement à un accord sur l'interdiction de ce moyen barbare d'extermination massive.

M. Dugersuren (Mongolie)

La communauté internationale ne doit pas permettre que des traités et des accords existants sur certains aspects de la limitation des armements soient compromis. Le respect scrupuleux des obligations contractées par toutes les parties est la condition indispensable à la réalisation d'accords dans d'autres domaines.

Nous notons avec satisfaction que, bien que des difficultés et des obstacles existent réellement, créés souvent de toutes pièces par certains milieux, les contacts et le dialogue entre les deux grandes puissances, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, prennent un caractère de plus en plus actif et concret.

La République populaire de Mongolie se félicite de la prochaine rencontre au sommet entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, qui doit se tenir les 11 et 12 octobre à Reykjavik. Nous exprimons l'espoir que cette réunion au sommet ouvrira la voie à la réalisation d'accords concrets dans le domaine de la réduction puis de l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive ainsi qu'en matière de prévention de la militarisation de l'espace extra-atmosphérique.

Les faits montrent que les progrès dépendront de la mesure dans laquelle la partie américaine fera preuve de responsabilité, responsabilité en rapport avec l'importance des mesures à arrêter.

En cette ère de progrès scientifiques et techniques, leurs applications au service de l'humanité est devenue un objectif de la plus haute priorité. Cela s'applique en premier lieu à l'exploitation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et aux utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Mon gouvernement appuie l'idée de la convocation d'une Conférence internationale chargée d'examiner les bases matérielles, politiques, juridiques et institutionnelles d'une action concertée en matière d'utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Mon gouvernement souscrit aux efforts faits dans le cadre de l'AIEA pour assurer la sûreté de l'utilisation de l'énergie nucléaire. La République populaire de Mongolie a l'intention d'adhérer aux deux importantes conventions adoptées lors de la récente session extraordinaire de la Conférence générale de l'AIEA.

Mon gouvernement se félicite des résultats enregistrés à l'issue de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à accroître la confiance, la sécurité et sur le désarmement en Europe; à son avis, ils contribuent véritablement

M. Dugersuren (Mongolie)

à réduire le danger d'affrontement militaire et à renforcer la sécurité en Europe et sont un exemple de compromis raisonnable et de réalisme. Nous espérons que l'esprit de Stockholm aura un effet favorable sur les travaux de la réunion de suivi que doivent tenir en novembre les représentants des pays de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) de même que sur les négociations de Vienne sur la réduction des forces armées et des armements.

La paix internationale serait considérablement renforcée si les foyers de tension et les situations de crise qui sévissent dans diverses parties du monde étaient éliminés. Il est cependant regrettable que les conflits régionaux qui existent dans différentes parties du monde non seulement persistent mais s'aggravent parfois au point de saper les bases de la sécurité internationale.

Plusieurs des conflits régionaux ont pour théâtre la région de l'Asie et du Pacifique. La crise du Moyen-Orient, le conflit irano-iraquien, la guerre non déclarée contre l'Afghanistan et les actes de provocation contre le Kampuchea sèment la mort et la destruction, outre qu'ils empoisonnent l'atmosphère du continent et du monde entier.

La République populaire de Mongolie appuie l'idée de la convocation d'une conférence internationale sur le Moyen-Orient, sous l'égide des Nations Unies et avec la participation de toutes les parties intéressées, y compris l'OLP. A cette fin, nous pensons qu'il serait souhaitable de parvenir à un accord durant la présente session de l'Assemblée générale en vue de la création d'un comité préparatoire, auquel participeraient tous les membres permanents du Conseil de sécurité.

Le coeur du règlement du problème du Moyen-Orient réside dans l'exercice, par le peuple palestinien, de son droit à la création de son propre Etat indépendant ainsi que dans la libération complète de tous les territoires arabes occupés par Israël depuis 1967. La Mongolie est en faveur du renforcement de l'indépendance nationale et du maintien de l'intégrité territoriale du Liban.

Nous nous associons aux appels lancés par la communauté internationale aux Gouvernements de l'Iran et de l'Iraq pour qu'ils mettent fin immédiatement aux hostilités et engagent des pourparlers pacifiques en vue de régler leurs différends.

Mon gouvernement appuie fermement la proposition de règlement d'ensemble de la question de Chypre sur la base du plein respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la République chypriote.

M. Dugersuren (Mongolie)

Nous estimons que la décision des Gouvernements de l'Union soviétique et de la République démocratique d'Afghanistan concernant le retrait, cette année, d'une partie importante du contingent soviétique d'Afghanistan, a créé des conditions favorables au règlement politique de la situation autour de l'Afghanistan. Nous espérons que cette manifestation de bonne volonté trouvera un écho positif. Il faut trouver le moyen de garantir l'arrêt de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Afghanistan et d'empêcher qu'elle ne se reproduise. Le Gouvernement de la République populaire mongole apprécie à leur juste valeur les efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies et son représentant spécial pour parvenir à un règlement politique de ce problème.

La République populaire de Mongolie souscrit à l'idée de faire de l'Asie du Sud-Est une zone de paix, de stabilité et de coopération. La cessation des empiètements sur l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire du Kampuchea ainsi que des actes de belligérance contre les autres pays de l'Indochine contribueraient grandement aux efforts faits pour créer un climat d'entente et de confiance mutuelles dans la région. Ma délégation réaffirme le ferme appui de son gouvernement aux démarches constructives entreprises par le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea ainsi qu'aux efforts qu'ils déploient pour stabiliser la situation en Asie du Sud-Est.

Mon gouvernement continue d'appuyer les propositions de la République populaire démocratique de Corée relatives au retrait des troupes et des armements américains du sud de la péninsule Coréenne, à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans cette région et à l'ouverture de négociations tripartites dans ce sens. La réalisation de ces mesures créerait un climat propice à la réunification pacifique de la Corée et contribuerait grandement à améliorer la situation en Extrême-Orient.

La situation dans la région de l'Asie et du Pacifique se détériore en raison de la présence militaire croissante des Etats-Unis et du renforcement des arsenaux nucléaires dans cette région, notamment en Corée du Sud et autour du Japon. Ce dernier est de plus en plus attiré dans l'orbite des plans stratégiques et militaires de Washington, notamment par le biais de sa participation aux recherches sur l'initiative dite de défense stratégique. Les tentatives faites pour transformer la région de l'Asie et du Pacifique en un nouveau théâtre de rivalités militaires et politiques se multiplient.

M. Dugersuren (Mongolie)

Pour arrêter et inverser l'évolution négative de la situation en Asie et dans le Pacifique, il est indispensable d'intensifier les efforts communs pour trouver les moyens de promouvoir l'idée d'un système global de sécurité régionale. A cet égard, je voudrais appeler l'attention de l'Assemblée sur la proposition de la République populaire de Mongolie de création d'un mécanisme international qui interdirait le recours à la menace ou à l'emploi de la force dans les relations entre les pays d'Asie et du Pacifique. Le strict respect de ce principe en tant que norme acceptée des relations entre les Etats de la région contribuerait sans aucun doute à la stabilisation de la situation et au renforcement des fondements de la paix et de la sécurité.

Le XIXe congrès du Parti révolutionnaire populaire mongol a souligné que la situation complexe actuelle exige que tous les Etats de la région, petits ou grands, oeuvrent ensemble pour trouver des moyens de parvenir à la sécurité régionale et d'agir collectivement pour régler les crises et les problèmes existants. Le temps est venu d'entamer des consultations politiques et un dialogue sur une base bilatérale et multilatérale et d'évaluer la possibilité de convoquer, à une date ultérieure, une conférence des pays de l'Asie du Pacifique pour traiter les problèmes de la paix et de la sécurité régionales.

La menace d'une intervention armée contre le Nicaragua devient plus précise. Des tentatives sont faites, avec l'aide de traîtres au peuple du Nicaragua, pour exporter la contre-révolution, pour minimiser les acquis révolutionnaires et pour obliger le Nicaragua à abandonner la voie qu'il a choisie.

La République populaire de Mongolie appuie l'attitude constructive du Gouvernement sandiniste du Nicaragua en ce qui concerne la solution pacifique du problème d'Amérique centrale. Le peuple mongol continuera à se tenir aux côtés du peuple nicaraguayen qui défend courageusement son indépendance et sa liberté. Nous appuyons les efforts faits par le Groupe de Contadora et le Groupe d'appui pour diminuer la tension en Amérique centrale et dans les Caraïbes et trouver des solutions politiques aux problèmes pressants de la région.

La situation explosive qui règne en Afrique australe représente une menace sérieuse à la paix mondiale. Le peuple et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie condamnent résolument le régime raciste d'Afrique du Sud, qui s'efforce de perpétuer à tout prix le système inhumain de l'apartheid. Nous appuyons sans réserve la Déclaration de la Conférence mondiale sur les sanctions

M. Dugersuren (Mongolie)

contre le régime raciste d'Afrique du Sud, dans laquelle on demande l'imposition immédiate de sanctions obligatoires globales contre le régime de Pretoria aux termes du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. L'apartheid n'a pas sa place sur notre planète et il faut l'éliminer à tout jamais. Nous exigeons la libération immédiate de Nelson Mandela et des autres patriotes sud-africains et réaffirmons notre solidarité avec l'African National Congress (ANC) d'Afrique du Sud.

Le régime sud-africain, comptant sur la politique dite d'engagement constructif des Etats-Unis, poursuit une politique expansionniste en Afrique australe. Mon gouvernement condamne vigoureusement les actes constants d'agression armée et de déstabilisation commis par le régime de Pretoria contre l'Angola, la Zambie, le Zimbabwe, le Mozambique et d'autres Etats de première ligne.

Le problème de l'octroi de l'indépendance immédiate au peuple namibien est toujours au centre de l'attention de la communauté internationale, comme en témoignent les résultats de la Conférence internationale de Vienne, de même que la session extraordinaire de l'Assemblée générale qui vient de terminer ses travaux. La pleine application des décisions adoptées par ces importantes instances permettra sans aucun doute de stimuler les efforts de la communauté internationale pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie et accélérer l'accession de la Namibie à l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. La République populaire de Mongolie appuie la South West Africa People's Organization (SWAPO), seul représentant légitime du peuple namibien.

Ma délégation appuie sans réserve les décisions de la huitième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés sur les problèmes de l'Afrique australe et sur le renforcement de la lutte contre l'apartheid.

La République populaire de Mongolie se prononce pour l'octroi d'une indépendance immédiate et inconditionnelle aux peuples de Micronésie, de Porto Rico et d'autres territoires dépendants.

La République populaire de Mongolie condamne résolument les actes de terrorisme, quelle que soit leur motivation. En même temps, nous condamnons les actes de ceux qui, sous prétexte de lutter contre le terrorisme, ont recours à la force brutale et à l'agression armée contre d'autres Etats souverains, comme cela a été le cas en ce qui concerne la Jamahiriya arabe libyenne.

Le combat des peuples pour leur libération nationale est entré dans une nouvelle phase de la lutte pour une indépendance économique authentique et pour le progrès social.

M. Dugersuren (Mongolie)

Nous appuyons pleinement les efforts redoublés consentis pour instaurer un nouvel ordre économique international basé sur la justice et sur l'égalité, d'autant plus nécessaire aujourd'hui, compte tenu de la détérioration de la situation économique dans les pays en développement. Leur endettement extérieur croissant, qui dépasse aujourd'hui un milliard de dollars, est devenu un problème aigu. Il est indispensable d'apporter d'urgence des changements structurels fondamentaux dans les relations économiques entre les principales puissances occidentales et les pays en développement et de prendre des mesures concrètes propres à assurer la sécurité économique réelle de tous les Etats. Il est tout naturel d'escompter que cette question deviendra un élément central des travaux de la présente session de l'Assemblée générale.

Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis l'admission de mon pays aux Nations Unies. La République populaire de Mongolie a, durant toute cette période, contribué de son mieux à l'amélioration de l'efficacité des Nations Unies en tant qu'instrument du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Sur l'initiative de la République populaire de Mongolie, les Nations Unies ont décidé de célébrer chaque année une semaine consacrée à la promotion des objectifs du désarmement. La Déclaration du droit des peuples à la paix a également été adoptée. Nous nous efforçons de prendre une part active aux activités de l'Organisation dans les domaines social et humanitaire. Notre délégation a l'intention de proposer à la présente session de l'Assemblée générale la proclamation d'une campagne des Nations Unies pour l'élimination de l'analphabétisme. Cette campagne pourrait durer jusqu'en l'an 2000.

Nous partageons l'avis que la raison fondamentale des difficultés que traversent actuellement les Nations Unies est essentiellement politique; c'est pourquoi cette crise a des conséquences qui vont bien au delà des problèmes financiers.

Le rôle des Nations Unies en tant qu'instance multilatérale destinée à favoriser une large coopération entre les Etats revêt une importance toujours plus grande. C'est pourquoi ceux qui tentent de saper les activités de cette Organisation assument une lourde responsabilité devant l'opinion publique mondiale.

De cette tribune, ma délégation voudrait réaffirmer l'attachement du Gouvernement de la République populaire de Mongolie aux buts et principes de la plus prestigieuse des enceintes mondiales.

M. TURK (Liban) (interprétation de l'arabe) : Permettez-moi de m'associer d'emblée aux chefs des délégations qui m'ont précédé à cette tribune, pour vous adresser les félicitations du Liban à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale.

Qu'il me soit permis par la même occasion de formuler pour vous des voeux de plein succès tout au long de ce mandat qui vous a porté à la présidence de l'Assemblée générale. La sagesse, la vaste expérience et la modération qui sont votre apanage sont le meilleur gage de succès de ces assises.

Je tiens tout particulièrement à rendre hommage à votre prédécesseur, S. Exc. M. Jaime de Piniés, pour le succès enregistré dans la conduite des travaux de la dernière session, et à exprimer la reconnaissance de mon pays au Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, pour les efforts louables qu'il n'a cessé de consentir dans le sens de la réalisation des objectifs de notre Organisation : paix, sécurité et bien-être pour l'humanité dans son ensemble, ainsi que dans la voie d'un respect plus scrupuleux de ses résolutions et de leur mise en oeuvre. Qu'il soit également remercié de l'attention toute particulière qu'il consacre à mon pays, le Liban, et qui fait honneur à l'homme de conscience qu'il est.

Mon pays voue de tout temps à la Charte des Nations Unies et à leurs résolutions un attachement indéfectible. Le Liban n'a pas manqué un seul jour, en dépit de la crise qui le secoue, de remplir le rôle, fût-il modeste, que lui dicte sa qualité de Membre de cette Organisation, Membre qui a une foi inébranlable dans ses principes et qui voit en elle le référent suprême apte à préserver l'humanité du fléau des guerres, qu'elles soient régionales ou mondiales, à améliorer les conditions de vie économiques, sociales ou culturelles des peuples et à favoriser l'avènement d'un monde meilleur.

Nous estimons dès lors qu'il est du devoir de tous leurs Etats Membres de prodiguer à l'Organisation toute l'aide matérielle et morale voulue et de soutenir le Secrétaire général dans ses efforts. Il y va de l'avenir de l'humanité que l'Organisation demeure, et si la responsabilité nous en incombe collectivement, il n'en est pas moins vrai qu'il revient en priorité aux deux superpuissances de favoriser la concorde entre les nations, d'assurer la paix et la sécurité internationales et de mettre fin aux crises et conflits qui prolifèrent un peu partout dans le monde. Autant d'objectifs qui passent obligatoirement par une

M. Turk (Liban)

prévention, une dissuasion et une répression adéquates de l'agression, par l'octroi du droit d'autodétermination aux peuples, et par la levée des injustices qui pèsent sur eux, dans le cadre d'un respect plus grand de la dignité de la personne humaine.

L'ordre du jour de la présente session ne manque certainement pas de sujets de délibération importants. Nous insistons néanmoins pour que le Liban ne soit pas négligé; en contrepartie, nous nous engageons, dans la mesure du possible, à contribuer au règlement des problèmes les plus épineux.

Retarder les échéances n'est en effet pas une solution, cela ne peut qu'ajouter à la complexité existante et à la prolifération des résolutions adoptées.

Voilà qu'à nouveau revient sur le tapis le problème lancinant du Liban, comme c'est le cas depuis 11 ans sans interruption. Onze années de délibérations, au cours desquelles il vous a été donné à tous de vous familiariser avec ce problème dans toutes ses composantes. Onze années qui me dispensent d'avoir aujourd'hui à m'étendre longuement sur ce que tout le monde s'accorde désormais à appeler le guêpier libanais. Ce Liban qui, au temps où il était un pays debout, n'a jamais manqué à l'appel lorsqu'il s'est agi de défendre une juste cause. Les murs de cette salle en ont gardé la mémoire et résonnent encore de nos appels vibrants lancés du haut de cette auguste tribune.\*

Le calvaire du Liban a commencé en 1975 et les blessures de ce peuple meurtri, encore béantes, sont là pour témoigner de son martyre qu'ont évoqué devant vous les chefs de délégation qui se sont succédé à cette tribune au fil des ans. Que pourrais-je ajouter que vous ne sachiez déjà, si ce n'est un rappel de quelques vérités fondamentales :

Les médias répètent à l'envi - est-ce de propos délibéré, de l'ignorance, ou une façon de se voiler pudiquement la face? - que la guerre du Liban est une guerre civile.

Aujourd'hui, je veux pour ma part apporter le témoignage d'un homme de conscience, que l'histoire se chargera d'ailleurs de confirmer, et vous dire que la guerre qui ravage la terre du Liban n'est à aucun titre une guerre civile : ni par son ampleur, ni par son intensité, ni même dans son essence.

Ce n'est pas contre son frère que le Libanais brandit le glaive. Le Liban, en dépit de son pluralisme, est une mosaïque soudée par le ciment nationaliste. Que les vautours prédateurs cessent de le dépecer, et la guerre prendra fin sur

---

\* M. Dato Rais Yatim (Malaisie), vice-président, assume la présidence.

M. Turk (Liban)

l'heure, et l'unité en lambeaux se refera dans ce pays éclaté, et partout ce ne seront qu'embrassades et étreintes fraternelles.

La société libanaise, je le disais à l'instant, est un mélange composite, mais le peuple libanais, toutes tendances confondues, est profondément enraciné dans la terre de laquelle il puise sa sève. S'il a ployé dans la tourmente, rien n'a jamais pu, ni ne pourra déraciner ce cèdre plusieurs fois millénaire.

Le Liban, c'est d'abord un peuple, dont les forces vives ont besoin de sécurité et de quiétude pour libérer leur énergie créatrice.

Le Liban, ce sont les Libanais, assoiffés de paix et de réconciliation dans leur patrie, une patrie unifiée dont seraient bannis pleurs et souffrances.

Or un peuple que la mort a guetté quotidiennement durant 11 longues années sans l'abattre jamais tout à fait, sans éteindre jamais la vie qui court en lui, passionnée, impérieuse, est un peuple qui, pour offrir de nombreuses ramifications, n'en appartient pas moins à un même tronc, à une même terre.

Voilà pourquoi je disais tout à l'heure que rien n'est plus inexact que la réputation de guerre civile que l'on a faite à ce qui se passe au Liban, quelles qu'en soient d'ailleurs les apparences.

M. Turk (Liban)

Le problème libanais est, en toute objectivité, un écheveau compliqué où s'entrecroisent des fils multiples : facteurs internes, régionaux et internationaux.

La guerre du Liban a, en fait, trois volets : ce sont d'abord les dissensions internes entre Libanais, comparables à celles que l'on retrouve tout naturellement entre membres d'une même famille; c'est ensuite le caractère régional d'un conflit venu se greffer sur le différend israélo-arabe; c'est enfin la dimension internationale apportée par le jeu des rivalités entre grandes puissances dans la région.

S'il est vrai que la solution de chaque problème s'obtient en s'attaquant aux causes qui l'ont fait naître, telle est l'équation que l'on retrouve en reprenant une à une les trois composantes que je viens d'énumérer.

Au niveau interne tout d'abord : un dialogue est actuellement engagé entre les diverses parties libanaises intéressées, sur l'initiative du Président de la République libanaise, Cheikh Amine Gemayel, favorablement accueillie par le Chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, et les membres de son gouvernement. Espérons qu'il débouchera sur un accord durable entre Libanais, qui ne serait pas menacé d'éclatement chaque jour, un accord consacrant l'osmose véritable - non une simple coexistence -, la concorde - non pas simplement un concordat -, un accord, enfin, forgeant une nation authentique, non son pâle reflet.

Voilà pourquoi nous comptons beaucoup que ce dialogue conduira le Liban vers des rives plus sereines, fondant pour ce faire de grands espoirs sur la sagacité de ses dirigeants et des chefs de file des différentes factions politiques. L'unité intérieure est le rempart sur lequel n'ont pas prise les vents violents soufflant de l'extérieur.

De cette unité, le Liban retirera quatre avantages essentiels : l'arrêt définitif de la guerre, pour la plus grande satisfaction des Libanais comme des non-Libanais; l'instauration d'une sécurité durable à laquelle aspirent les Libanais et qui leur est aussi nécessaire que le pain, l'air et la lumière; l'amendement de la Constitution et de la législation libanaises dans le sens de la justice et de l'égalité des chances pour tous les Libanais, dans le sens également de la concrétisation des rêves et des aspirations des Libanais, au sein d'un Liban plus uni, plus soudé autour d'institutions confortées - autant de réformes rendues nécessaires par les tentatives de partition qui ne peuvent qu'affaiblir notre patrie et retarder son salut -; la reconstruction nationale et la restauration de tout ce que la guerre aura détruit tout au long des années de tragédie.

M. Turk (Liban)

C'est alors que les bonnes volontés s'uniront dans cette entreprise commune, que le peuple libanais parlera d'une même voix en faveur d'un Liban souverain, libre et indépendant, non pas un fétu de paille emporté au gré des vagues, non pas une proie fragile convoitée par les rapaces, mais un Liban fort, fort de la force de son peuple, de sa terre nourricière, de son histoire et de sa civilisation.

Sur le plan régional : nul n'ignore qu'Israël a, en 1982, envahi le Liban, occupant une portion de son territoire, en violation de la Charte des Nations Unies et des règles et des coutumes les plus élémentaires du droit international.

Le Conseil de sécurité, quant à lui, avait adopté en 1978 sa résolution 425 (1978) qui enjoignait à Israël de se retirer de toute la portion du territoire libanais occupé par lui, demandait que soit consolidées la paix et la sécurité internationales, demandait que l'on aide le Gouvernement libanais à reprendre le contrôle de l'ensemble de son territoire, afin de faire du Sud-Liban une zone de paix et de sécurité, et portait création de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), investie d'une mission spéciale.

Le Conseil de sécurité adoptait, le 6 juin 1982, sa résolution 509 (1982) intimant à Israël l'ordre de se retirer inconditionnellement jusqu'aux frontières libanaises internationalement reconnues.

Cela n'empêchera pas Israël de continuer à occuper une portion du Sud-Liban, commettant agression sur agression avec l'aide de forces armées, formées et financées par lui, et de persister à empêcher la FINUL de s'acquitter de la mission qui lui avait été confiée aux termes de la résolution 425 (1978) précitée, ainsi que des résolutions ultérieures.

Il faut qu'Israël se retire de toutes les terres occupées au Liban. Tant que ce retrait ne sera pas intervenu, la présence de la FINUL demeurera indispensable. Le Liban, qui désire la présence de la FINUL, demande qu'elle soit mise sans tarder en mesure de s'acquitter de sa mission avec un surcroît d'efficacité. Huit années et demie se sont écoulées depuis sa constitution, mais elle est, hélas, demeurée impuissante à assurer une évacuation israélienne, à empêcher l'invasion du Liban de 1982 et à bouter l'agresseur hors de notre territoire.

Le Liban déplore les incidents auxquels la FINUL a été en butte depuis sa création, quels qu'en soient les auteurs, surtout à la fin du mois d'août et au début du mois de septembre derniers.

M. Turk (Liban)

Je réaffirme ici que le peuple et le Gouvernement libanais sont unanimes à vouloir améliorer la sécurité de ces forces et que le Liban est prêt à apporter sa contribution à tous les efforts qui seront faits dans ce sens. Toutefois, nous demandons qu'il soit procédé, au sein du Conseil de sécurité, à une révision du rôle de la FINUL, et nous partageons le souci des membres du Conseil, des pays contributeurs et du Secrétaire général d'assurer la sécurité des forces de maintien de la paix les plus importantes du monde. Le Liban est également disposé à envoyer à la FINUL un contingent de renfort pour aider à la mise en oeuvre de la résolution 425 (1978) stipulant le retrait israélien et le déploiement de la FINUL jusqu'aux frontières internationales du Liban.

Je saisis cette occasion pour dire combien le Liban est consterné des attaques lancées contre la FINUL, et je m'incline pour rendre un dernier hommage à la mémoire des officiers et des soldats disparus. Les condoléances émues du Liban vont aux gouvernements des victimes, à leurs familles et, tout particulièrement, aux Gouvernements français et irlandais. Le Liban remercie tous les Etats qui ont apporté leur appui financier ou logistique à ces troupes, notamment la Suède, qui a renforcé sa participation en fournissant une unité logistique à la FINUL.

M. Turk (Liban)

Israël, non content de poursuivre l'occupation des terres libanaises, s'est mis en devoir de violer l'intégrité de l'espace aérien et maritime libanais. Si ce pays ne se retirait pas, si ses agressions devaient se poursuivre, nul ne sait de quoi serait fait l'avenir pour la région, car le peuple libanais est résolu à libérer sa terre et à en finir avec l'occupant, en lui opposant une résistance légitime qui ne peut aller qu'en s'accroissant face aux agressions inhumaines auxquelles Israël persiste à soumettre le Liban.

Nous estimons que libérer le Sud est un devoir national, et que résister à l'occupant est un acte licite en vertu du droit international, qu'il soit écrit ou coutumier. Il n'est pas d'Etat qui n'ait connu un jour ou l'autre l'amertume de l'occupation, et qui n'y ait résisté, ajoutant à son histoire les pages d'un combat farouche, fièrement écrites du sang de ses vaillants résistants.

Il faut que vous sachiez que les dirigeants libanais ainsi que les chefs de file des factions populaires ont déclaré à plusieurs reprises qu'une fois obtenue l'évacuation israélienne, le Liban ne permettrait plus jamais à la situation d'avant 1982 de se reproduire dans sa portion sud.

Nous récusons également - en tout état de cause - la politique autorisant ce pays à se prévaloir de la nécessité d'assurer sa propre sécurité pour attenter à la souveraineté du Liban et à son indépendance.

Les Libanais ne sont en effet pas dépositaires de la sécurité d'Israël, ils ne sont pas non plus chargés de faire la police à ses frontières. Il ne sont responsables que de l'adoption de mesures de sécurité à l'intérieur des frontières libanaises, et n'acceptent aucun accord qui entamerait la souveraineté de leur pays.

Je puis vous assurer que la mise en oeuvre de la résolution 425 (1978) : retrait complet d'Israël et restauration de la souveraineté libanaise sur l'ensemble du territoire libanais est un élément essentiel de solution du problème qui a donné naissance à la guerre. Je ne saurais manquer par la même occasion de lancer un appel aux nations arabes. Le Liban est devenu pour certaines d'entre elles l'abcès de fixation de leurs problèmes et de leurs différends; or, 11 ans après le début de cette guerre meurtrière, leurs yeux se sont ouverts sur le fait que la tragédie qui se joue chez nous les atteint aussi, que l'incendie qui a embrasé le Liban est désormais à leurs portes. Oui, les pays arabes sont fermement résolus à extirper cette excroissance cancéreuse qui ne les a pas épargnés non plus. Avec leur aide, nous pourrions rebâtir notre pays dévasté, pour notre plus grand bien à tous.

M. Turk (Liban)

La dimension internationale du conflit libanais : la guerre du Liban, nous l'avons indiqué auparavant, résulte de l'impuissance à s'entendre sur une solution juste, globale et durable du problème du Moyen-Orient, et de l'entêtement à rattacher le Liban à la crise qui secoue la région dans son ensemble.

Nous n'avons eu de cesse de réclamer la solution de ce problème dans les plus brefs délais, nous avons souscrit, sans ambiguïté, à l'idée de la tenue d'une conférence internationale dans ce sens, à laquelle participeraient tous les intéressés.

N'est-il pas injuste, dès lors, que ce soit le Liban, ce petit pays assoiffé de paix et de quiétude, que n'ont épargné ni les souffrances ni les tribulations, qui fasse les frais de l'impuissance à résoudre des problèmes qui débordent largement le cadre de ses frontières nationales?

Nous en appelons donc à nos amis de par le monde, en particulier les Etats-Unis et l'Union soviétique, pour qu'ils nous aident à mettre fin à nos épreuves, sans rattacher notre problème à celui du Moyen-Orient dans son ensemble. Je suis au demeurant convaincu que la solution du problème du Liban est l'un des éléments clefs du règlement du conflit du Moyen-Orient.

La reconstruction nationale : la crise qui secoue le Liban depuis 11 ans a créé dans son sillage une situation politique et sociale préoccupante, compliquée encore par l'invasion israélienne de 1982 et par la poursuite de l'occupation de sa portion méridionale, ainsi qu'une conjoncture économique et financière angoissante que le Liban à lui seul n'est pas en mesure de redresser. Les pertes matérielles et en vies humaines ne se comptent plus.

Pour rebâtir ce que la guerre a détruit, nous avons besoin de la contribution des pays arabes, des pays amis, des organisations internationales ainsi que de l'ONU et de ses institutions spécialisées, conformément aux résolutions du Sommet arabe, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

Nous demandons donc instamment que l'on aide le Liban à opérer son redressement économique, à améliorer le sort de ses fils en détresse ou déplacés et à panser leurs plaies.

Le terrorisme : il n'est pas rare que l'évocation du terrorisme ou de certains attentats terroristes conduise à évoquer le Liban. Laissez-moi vous dire du haut de cette tribune que le Liban sait faire la différence entre résistance et

M. Turk (Liban)

terrorisme. Si la résistance est légitime lorsqu'il s'agit de restaurer un Etat de droit sur un territoire débarrassé de l'occupation étrangère et dans le cadre d'une souveraineté retrouvée, il ne saurait en être de même pour le terrorisme, que nous récusons et condamnons avec la plus grande vigueur.

Nul ici n'ignore que le Liban est une des victimes du terrorisme et qu'il en souffre plus que tout autre. Que de vies innocentes que la mort a fauchées, que de citoyens contraints à l'exil, combien d'orphelins ou d'invalides cette guerre n'aura-t-elle pas faits!

M. Turk (Liban)

Et si le Liban est hélas devenu pour certains une plate-forme de lancement d'actes terroristes parce qu'une partie de son territoire échappe à la surveillance du gouvernement central, n'est-on pas en droit de penser que si ce même gouvernement était mis en mesure de reprendre pouce par pouce le contrôle du territoire national et d'y rétablir l'ordre public, seraient du même coup écartés ce fléau des temps modernes et l'ombre menaçante qu'il fait planer sur tous, Libanais et non-Libanais? C'est à cette tâche que nous nous sommes attelés, c'est là que l'aide de la communauté internationale nous est le plus nécessaire, pour permettre au Liban - par la mise en oeuvre des résolutions de cette Organisation - de recouvrer sa sécurité, son intégrité territoriale, sa souveraineté pleine et entière, dans son intérêt propre et dans l'intérêt général.

Après ce bref rappel des faits, qu'il me soit permis de faire quelques commentaires.

Les Nations Unies, depuis leur création - et j'aimerais dire pour mémoire que le Liban en est l'un des Membres fondateurs - ont été investies de la protection des petits Etats qui n'ont pas les moyens d'assurer leur propre défense dans un monde où la loi du plus fort est, comme on le dit, la meilleure. Le Liban, qui est un petit pays, a besoin de confiance; il se tourne vers cette Organisation pour qu'il soit fait droit au désir de son peuple.

C'est pourquoi nous espérons que l'Organisation des Nations Unies demeurera cette Organisation efficace veillant sur le respect du droit et prenant en considération l'aspiration des Etats à la souveraineté et à l'indépendance, dans le respect des valeurs humanitaires. C'est alors que nous pourrons continuer de voir en elle ce bouclier protecteur qui nous met à l'abri de l'injustice.

Le Liban, en tant que Membre de cette Organisation, a certes des obligations découlant de sa Charte, mais il a néanmoins des droits qui en forment la contre-partie et qu'il aspire à voir reconnus et respectés par cette Organisation et ses Etats Membres, et en premier lieu, le droit à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale qui passe obligatoirement par la mise en oeuvre des résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale.

Le Liban est un petit pays, il est vrai, à la population peu nombreuse, mais qui a su compenser son exigüité par les atouts dont l'a heureusement doté la nature et que l'historien n'ignore pas. Ce pays, petit par la taille, grand par

M. Turk (Liban)

la civilisation, a su être le phare projetant sur les eaux du port sa faible lueur, visible pourtant bien loin du rivage dans les épaisses ténèbres nocturnes. Le Liban, ce pays petit mais au rayonnement culturel intense, ne sera-t-il donc pas secouru par vous en ces heures d'adversité?

En vérité, la guerre du Liban a frappé de plein fouet la région dans son ensemble, car la paix au Liban ne saurait être dissociée de la paix au-delà de ses frontières. Le Liban fut jadis - je ne vous apprends rien - telle la colombe blanche annonciatrice de paix, et c'est plus d'une fois qu'il a brandi le rameau d'olivier, se faisant terre d'accueil pour les nécessiteux et le défenseur zélé du droit et de la paix. Jadis, disais-je, lorsqu'il était lui-même un havre de paix, de quoi en remplir le monde par surcroît. Hélas, lorsque la paix déserta mon pays, ce fut aussi la quiétude de nos voisins qui s'enfuit avec elle. Voilà pourquoi, si nous ne nous mettons pas tous en devoir, sans plus tarder, d'éteindre ce brasier qui consume le Liban, le feu pourrait bien gagner la région toute entière.

C'est forts de l'expérience vécue dans notre chair que nous affirmons ici que le Liban d'antan, fort, indépendant et uni, le Liban d'avant la tempête de 1975, était parfaitement capable, de par sa situation géographique privilégiée et son rôle historique de premier plan, de s'assumer, voire d'aider autre que lui. Mais le Liban d'aujourd'hui, affaibli et exangue, est devenu un fardeau pour lui-même et pour vous. Faites donc en sorte de ramener la paix enfuie au Liban, c'est chez vous qu'elle reviendra aussi.

Ce n'est pas aux émotions de cette auguste Assemblée que s'adresse le Liban, mais à sa conscience. La paix, et la paix seule, peut assurer à l'homme la quiétude et la douceur de vivre, libérant son énergie vitale et favorisant l'épanouissement des valeurs qui lui sont chères, à l'abri de la peur de la mort, de la guerre, de cette fatalité aveugle enfin qui lui arracherait cette grâce que représente la vie. Et c'est ainsi que le Liban, cette petite tâche de lumière sur la carte du monde, peut croître en temps de paix jusqu'à devenir une flamme généreuse, répandant autour d'elle sa bienfaisante lueur.

Mon pays est aujourd'hui déchiré par le choix difficile à opérer entre la loi du plus fort et la suprématie de la règle de droit. Mais le Liban, ne serait-ce que pour des raisons de conjoncture, ne saurait se prévaloir de la force que confère une puissance qu'il n'a plus. Sa force, c'est donc dans la légitimité qu'il doit la puiser.

M. Turk (Liban)

Le Liban, pays de tradition démocratique et d'ouverture sur le monde, avait fait de la liberté sa profession de foi, jusqu'à ce qu'elle se fût retournée contre lui, par un cruel retour des choses et par un curieux renversement de l'échelle des valeurs qui se prit à confondre tolérance et permissivité, ouverture aux autres et anarchie, jusqu'à faire une faiblesse de ce qui était censé être la sève de vie.

C'est alors que la guerre des autres fit irruption sur la scène libanaise et y élit domicile. C'est alors que d'aucuns, voyant dans le Liban une terre d'élection, y exportèrent leurs conflits, avec leur cortège de malheurs et de destructions, sans que les larmes des veuves et des orphelins parviennent jamais à laver le sang des innocents. Et chaque fois, l'agresseur revenait vers notre patrie dévastée qu'il croyait avoir mise à genoux, pour découvrir dans les décombres les graines d'une semence nouvelle, pour découvrir que persistait dans les coeurs des Libanais une volonté têtue de vivre, rivés à leur terre nourricière dans laquelle ils plongent leurs racines profondes.

M. Turk (Liban)

Le Liban a eu plus que sa part de souffrances. Il a enduré la guerre des autres ou l'a subie pour le compte d'autrui. Avec un courage admirable, il a pris son mal en patience. S'il a ployé parfois sous la tempête, c'est pour se redresser aussitôt et narguer la douleur qui l'assaillait. Voilà pourquoi il est grand temps que justice lui soit faite, avant que, tel Samson, il ne périsse sous les décombres du temple écroulé, entraînant d'autres que lui dans sa perte.

Le Liban, tout au long de son histoire, a eu à braver des éléments déchaînés. Chaque fois, il a pansé ses plaies et, se dressant tel un roc, a refait front avec bravoure; tandis que son peuple, inlassablement, relevait ses ruines avec amour et, à nouveau, ouvrait bien grandes ses portes sur l'extérieur. Les vents qui soufflent peuvent bien déraciner les ronces et ébranler les édifices; mais ils ne peuvent rien contre le cèdre majestueux, si profondément enraciné dans sa terre que leurs destins se confondent. Et mon pays est à l'image de son emblème : immortel.

Le Liban est sans doute le seul pays à compter autant de ressortissants éparpillés aux quatre coins du globe que de nationaux résidant à l'intérieur de ses frontières. En sorte que c'est sur le monde entier - sur tous les pays abritant des Libanais - que le Liban répand les bienfaits de son génie créateur.

Voilà pourquoi ce n'est pas en vain que le Liban s'adresse à la conscience du monde car celui-ci sait bien quelle a été la puissance de rayonnement de ce pays lorsqu'il avait la grâce.

En conclusion, lorsqu'on sait que le Liban a été cité dans une épopée remontant au IXe siècle avant Jésus-Christ, gravée en caractères cunéiformes sur les tablettes d'argile, lorsqu'on relit dans l'Odyssée d'Homère relative à la Grotte de la Sirène Calypso : "Au loin se répandait le parfum du cèdre, embaumant chaque recoin", nous comprenons combien il est nécessaire pour nous de ne pas faillir à notre vocation historique.

Au Liban il y a des enfants qui n'ont jamais connu que la peur. Le moins que le devoir nous commande de faire pour eux est de leur apprendre la sérénité. Le Liban, qui tient entre ses lèvres le rameau d'olivier, qui a ceint son front d'une couronne de feuilles de cèdre, aspire à redevenir la blanche colombe de paix, laissant libre cours à son amour de la liberté, de la souveraineté et de l'indépendance, ainsi qu'à sa soif de justice et de beauté.

M. Turk (Liban)

Notre président, Cheikh Amin Gemayel, a déclaré l'an dernier, devant cette même Assemblée :

"Le Liban, qui a réussi le miracle de sa survie, mérite assurément de vivre dans la dignité. Et s'il demeure là, à ce carrefour où l'histoire et la géographie l'ont placé, c'est bien pour apporter le témoignage de son attachement au droit, à la justice, à la liberté et à la dignité humaines."

Le premier ministre, M. Rachid Karamé, avait, quant à lui, déclaré devant vous, à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale :

"Nous avons voulu faire du Liban une patrie et un havre de liberté. Et c'est intact que nous voulons transmettre ce talisman à nos enfants, les enfants de nos enfants et toutes les générations à venir."

Que soit donc saluée une Organisation créée pour propager la paix et la sécurité et pour favoriser l'avènement d'un monde où il ferait meilleur vivre. Notre reconnaissance lui sera acquise dès lors qu'elle aura su joindre l'acte à la parole, dès lors que ses belles professions de foi ne demeureront pas de vains mots. Miséricorde pour une nation riche par son passé, courageuse devant les dangers que recèle le présent et qui tourne vers l'avenir un regard d'espoir.

M. PENGIRAN BAHRAIN (Brunéi Darussalam) (interprétation de l'anglais) :

Monsieur le Président, au nom de la délégation de Brunéi Darussalam, je vous adresse mes sincères salutations à l'occasion de votre élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Votre élection à ces hautes fonctions témoigne du respect et de l'estime que la communauté internationale a pour vous, personnellement, et pour votre pays, le Bangladesh, avec lequel Brunéi Darussalam a toujours eu des relations chaleureuses et fraternelles. Je suis certain que grâce à votre vaste expérience et à votre sagesse, cette session de l'Assemblée générale sera à même d'atteindre ses objectifs.

Je tiens également à exprimer toute ma reconnaissance à votre éminent prédécesseur, M. Jaime de Piniés, de l'Espagne, qui a dirigé avec succès les travaux et les affaires de la quarantième session historique, l'an dernier. Je voudrais également, en cette occasion, rendre un hommage tout particulier au Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, qui a fait tant d'efforts pour assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de cette Organisation.

M. Pengiran Bahrin (Brunéi Darussalam)

Près d'une année s'est écoulée depuis que nous avons célébré le quarantième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. A cette réunion historique de l'an dernier, ici, beaucoup de dirigeants du monde ont dit comment ils concevaient l'Organisation et son efficacité et en ont fait une évaluation plus ou moins favorable. Certains se sont déclarés satisfaits de ses réalisations et de ses succès, alors que d'autres ont déclaré que les Nations Unies présentaient des lacunes et étaient incapables d'agir résolument. Ils ont également parlé des faiblesses des Nations Unies. Mais, d'une manière générale, ils sont tous arrivés à la même conclusion, largement partagée, que les Nations Unies sont nécessaires pour atteindre ce but ultime qu'est la paix et la stabilité dans le monde et qu'elles peuvent faire beaucoup plus que ce qui a été fait jusqu'ici pour nous rapprocher de cet objectif auquel nous tenons tant. Cependant, les Nations Unies se trouvent en présence d'un grave défi lancé à leur existence même et nous espérons sincèrement que leurs problèmes seront résolus rapidement.

M. Pengiran Bahrin (Brunéi Darussalam)

Nous nous réunissons à nouveau en cette session annuelle de l'Assemblée générale de façon à réfléchir collectivement sur les problèmes de notre temps. Nous nous réunissons parce que nous pensons tous que nous avons pour responsabilité et obligation à l'égard de nos pays et de la race humaine d'exercer toute notre influence pour que le monde soit plus sûr pour nous et pour les générations à venir. Nous avons la responsabilité partagée de contribuer à la réalisation des nobles objectifs consacrés dans la Charte des Nations Unies. Nous ne pouvons espérer parvenir à la paix et à la stabilité dans le monde tant que nous n'accepterons pas cette responsabilité partagée et tant que nous ne la traduirons pas dans les actes. Pourquoi est-ce si difficile d'atteindre cet objectif? Peut-être, comme le disait un des dirigeants l'an dernier, est-ce dû au fait que nous avons cessé de nous écouter les uns les autres.

Chaque année, nous faisons nos déclarations dans cette salle splendide, chacun disant qu'il souhaite un monde meilleur et plus juste dans lequel l'humanité pourrait vivre dans la paix et l'harmonie. Le Brunéi Darussalam invite donc toutes les nations Membres à renouveler leur conviction et leur attachement aux principes de la Charte des Nations Unies.

A cette quarante et unième session, nous nous trouvons une fois de plus en présence des mêmes questions non résolues. Des problèmes régionaux ne sont toujours pas résolus. Des situations de domination coloniale et étrangère existent encore et doivent être changées. La course aux armements et l'augmentation des arsenaux nucléaires continuent de faire planer une ombre sur l'avenir même de l'humanité. Il existe un écart de plus en plus grand entre les pauvres et les riches. La faim et la pauvreté, la misère et les privations existent encore.

On ne parviendra pas à la paix mondiale tant que les nations du monde continueront de faire fi des principes de règlement pacifique des différends. Tant que les nations puissantes continueront de recourir à la force en toute impunité pour imposer leur volonté sur des nations plus petites, l'avenir des petites nations ne pourra être rendu plus sûr et leur souveraineté et intégrité territoriale ne pourront être garanties.

M. Pengiran Bahrin (Brunéi Darussalam)

Le Brunéi Darussalam estime que la sécurité et la souveraineté des petites nations doivent être garanties. Leur droit d'exister en tant que nation indépendante et souveraine doit être respecté et garanti dans un environnement international de paix, de stabilité et de progrès.

Depuis quelque temps, les événements qui se produisent en Afrique du Sud retiennent toute notre attention. C'est un problème que nous connaissons depuis très longtemps. Il est regrettable qu'il figure encore à l'ordre du jour des Nations Unies. Nous avons tous condamné le système d'apartheid. C'est un système diabolique qui dégrade la dignité de l'humanité. Nous avons appuyé les efforts faits dans le passé pour apporter des changements fondamentaux en Afrique du Sud et démanteler le système d'apartheid.

Le Brunéi Darussalam, comme d'autres nations qui partagent ses idées, est convaincu qu'il est urgent d'exercer à l'échelle mondiale des pressions sur l'Afrique du Sud en imposant des sanctions obligatoires et globales, conformément à la Charte des Nations Unies, puisqu'il n'y a pas moyen de faire autrement.

La situation en Namibie voisine n'est pas moins inquiétante. Le régime raciste de Pretoria continue d'y imposer sa volonté. Le Brunéi Darussalam regrette vivement le refus continu du régime de Pretoria d'appliquer la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, alors qu'il avait promis de le faire. Le Brunéi Darussalam estime que la seule manière pour la communauté internationale de résoudre le problème est d'accentuer la pression qu'elle exerce sur le régime de Pretoria.

Au Moyen-Orient, la situation demeure grave. La solution du problème palestinien n'est pas encore en vue. Le peuple palestinien continue de se voir privé d'une patrie qui soit la sienne. Nous avons dit plusieurs fois auparavant que la situation ne cessera de s'aggraver tant qu'Israël ne retirera pas ses troupes des territoires arabes qu'il occupe depuis 1967. Le Liban continue de se voir refuser la paix. La guerre entre l'Iran et l'Iraq se poursuit également sans relâche.

En Afghanistan, bien qu'il y ait une lueur d'espoir, la situation ne s'est pas beaucoup améliorée par rapport à ce qu'elle était il y a un an. Cependant, le Brunéi Darussalam se félicite des événements récents, qui constituent un petit progrès, et espère que l'on parviendra rapidement à régler les problèmes. Nous

M. Pengiran Bahrin (Brunéi Darussalam)

félicitons le Secrétaire général et son représentant personnel, M. Diego Cordovez, pour leurs efforts inlassables dans leur recherche d'un règlement pacifique du problème, conformément aux principes des Nations Unies. Nous félicitons également la République islamique du Pakistan pour sa patience et sa contribution. En tant que voisin de l'Afghanistan, le Pakistan doit assumer le lourd fardeau que constitue la présence de plusieurs centaines de milliers de réfugiés afghans. Cependant, nous sommes attristés d'apprendre que l'intégrité et la souveraineté territoriales du Pakistan ont été violées plusieurs fois, causant non seulement des pertes matérielles mais également des pertes humaines. Ces violations sont contraires au droit international et sont une violation flagrante de la Charte des Nations Unies. Le Brunéi Darussalam s'associe aux autres nations pour condamner ces actes d'agression non provoquée.

En Asie du Sud-Est, la situation au Kampuchea n'a pas changé. Le Kampuchea est encore occupé par des forces étrangères. Le Viet Nam continue d'être intransigeant. Des centaines de milliers de Kampuchéens sont encore dans des camps le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea, ce qui non seulement cause des souffrances et des difficultés à la Thaïlande, mais de plus représente un fardeau pour cette Organisation et la communauté internationale.

La position du Brunéi Darussalam, en tant que membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), est qu'il faut rechercher un règlement politique pacifique de ce problème. Nous souhaitons voir le retrait de toutes les forces étrangères afin que la souveraineté et l'intégrité territoriales du peuple kampuchéen soient rétablies. Nous souhaitons voir un processus de réconciliation nationale et le rétablissement de l'unité et de la liberté du peuple du Kampuchea. Nous voulons le retour à la paix afin que le peuple kampuchéen puisse se prononcer sur son propre avenir, à l'abri de toute ingérence ou pression de l'extérieur.

Le Brunéi Darussalam appuie le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, sous la direction sage et compétente de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk. Le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique jouit d'un large appui international. Récemment, le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique a présenté une proposition en huit points en vue d'une solution du problème kampuchéen. Nous voyons cela comme une proposition raisonnable et constructive dans la mesure où elle vise les questions centrales du retrait en

M. Pengiran Bahrin (Brunéi Darussalam)

plusieurs phases de toutes les troupes étrangères, la réconciliation nationale et l'autodétermination. Cette proposition offre un cadre constructif pour la négociation. Le problème kampuchéen ne peut être résolu que par une négociation pacifique dans laquelle tout le peuple kampuchéen serait représenté. Un Kampuchea pacifique permettra d'établir la paix dans toute l'Asie du Sud-Est et cela ne peut que profiter à tous les pays de la région, y compris au Viet Nam.

En ce qui concerne la péninsule Coréenne, nous tenons à dire que le Brunéi Darussalam continue de se féliciter de tout fait nouveau qui permettra de réduire les tensions dans la région. Nous demandons instamment aux deux pays concernés de reprendre le dialogue interrompu. Nous pensons que la question coréenne pourrait être résolue de manière pacifique par la voie d'un dialogue et de négociations entre le Sud et le Nord. Nous souhaitons également réitérer notre appui à l'admission de la République de Corée aux Nations Unies. En fait, nous demandons instamment l'admission des deux Corée, conformément au principe de l'universalité.

Outre ses problèmes politiques, le monde moderne connaît aussi une crise économique grave. L'économie de beaucoup de pays en développement souffre d'un chômage massif, d'une chute des prix des produits de base et du lourd fardeau du service de la dette. Les politiques protectionnistes adoptées par beaucoup de pays développés ont empêché les biens des pays du tiers monde de pénétrer sur leur marché. Cela a gravement perturbé les économies du tiers monde, ce qui ne peut que provoquer l'instabilité politique qui, à son tour, conduira inévitablement au chaos économique dans un monde économique mondial déjà fragile. Le Brunéi Darussalam s'associe aux autres nations du tiers monde pour demander instamment aux pays développés de se montrer plus ouverts. Nous leur demandons instamment d'accueillir plus favorablement les propositions présentées par le tiers monde. Ils doivent être amenés à comprendre que leurs politiques protectionnistes sapent sérieusement notre stabilité politique.

M. Pengiran Bahrin (Brunéi Darussalam)

Tout en étant conscients des tensions causées dans le monde par les différends armés, nous n'oublions pas la menace et le danger croissants que représente l'abus des stupéfiants. L'abus des stupéfiants et le trafic illicite des stupéfiants ont pris des proportions alarmantes. Les incidences sur la sécurité sociale et économique et sur les aspects culturels de la vie sont évidentes. Brunéi Darussalam reconnaît que cette épidémie sociale ne peut être extirpée que par une action nationale, régionale et internationale concertée. Nous avons pris des mesures appropriées à Brunéi Darussalam en établissant des unités antidrogues pour coordonner les programmes et les activités dans le domaine des stupéfiants tels que l'application de lois relatives aux narcotiques, le traitement et la réhabilitation des toxicomanes et la mise en oeuvre de programmes de prévention. Au niveau régional, Brunéi Darussalam collabore étroitement avec nos partenaires de l'ANASE. Nous nous félicitons de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des stupéfiants qui doit avoir lieu en juin de l'année prochaine et nous espérons que cette conférence pourra suggérer des mesures positives en vue de combattre ce mal social.

En conclusion, je voudrais vous assurer, monsieur le Président, de l'appui total et sans réserve de Brunéi Darussalam à votre action ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

La séance est levée à 13 heures.